



Baromètre des banques 2013

Une évaluation de l'avenir toujours positive -
L'industrie financière considère qu'elle sort relativement renforcée de la crise

Résultats du sondage

Programme et interlocuteurs

- ▶ Structure de l'étude
- ▶ Evolution opérationnelle des affaires
- ▶ Private Banking
- ▶ Opérations de crédit
- ▶ Rétrocessions
- ▶ Perspectives 2013
- ▶ Perspectives 2020
- ▶ Messages clés

Vos interlocuteurs :



Iqbal Khan
Associé
Responsable Banking & Capital Markets

Maagplatz 1
8005 Zurich
Téléphone : +41 58 289 42 54
iqbal.khan@ch.ey.com



Patrick Schwaller
Associé
Responsable Baromètre des banques

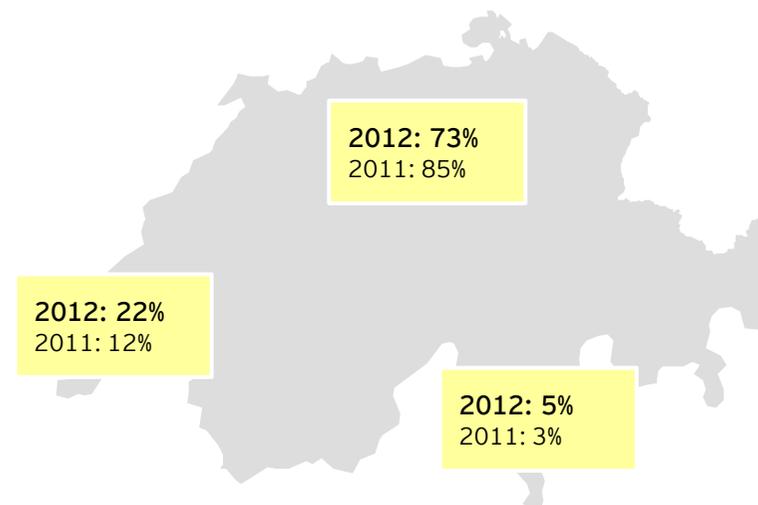
Maagplatz 1
8005 Zurich
Téléphone : +41 58 289 69 30
patrick.schwaller@ch.ey.com

Structure de l'étude

- ▶ Sondage téléphonique réalisé par un institut de sondage indépendant (Valid Research, Bielefeld) début décembre 2012
- ▶ Sondage réalisé auprès de 120 banques en Suisse (sans les deux grandes banques)

Répartition de l'échantillon du sondage

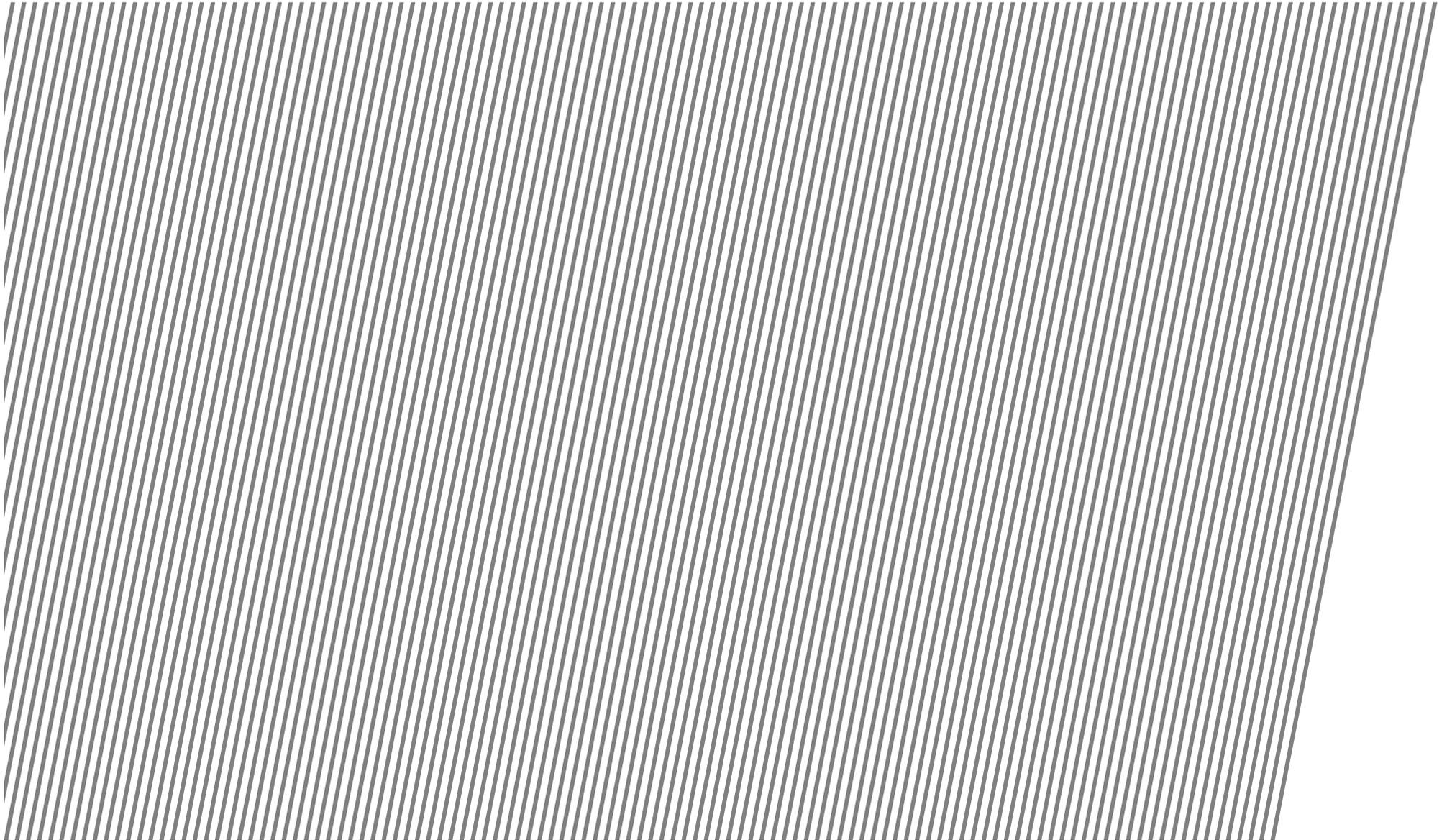
Type de banque ¹⁾ 	2011	2012
Banques privées ²⁾	35%	36%
Banques étrangères	15%	28%
Banques régionales	35%	26%
Banques cantonales	15%	10%



¹⁾ Type de banques selon la définition de la BNS

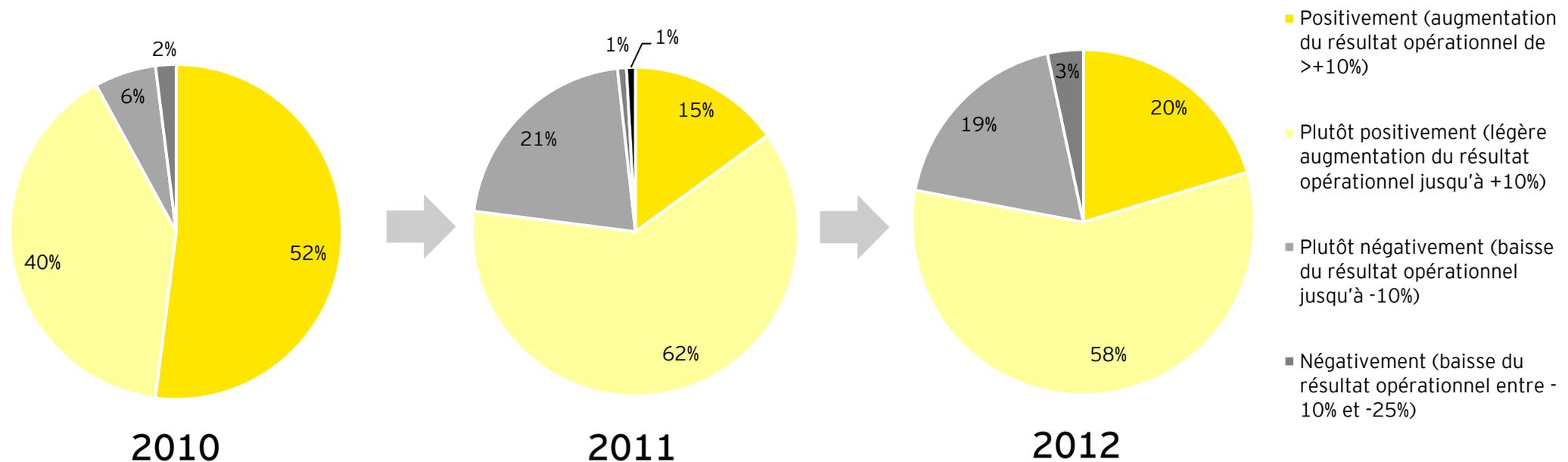
²⁾ Y compris les banques de gestion de fortune

Evolution opérationnelle des affaires



Evolution opérationnelle stable ...

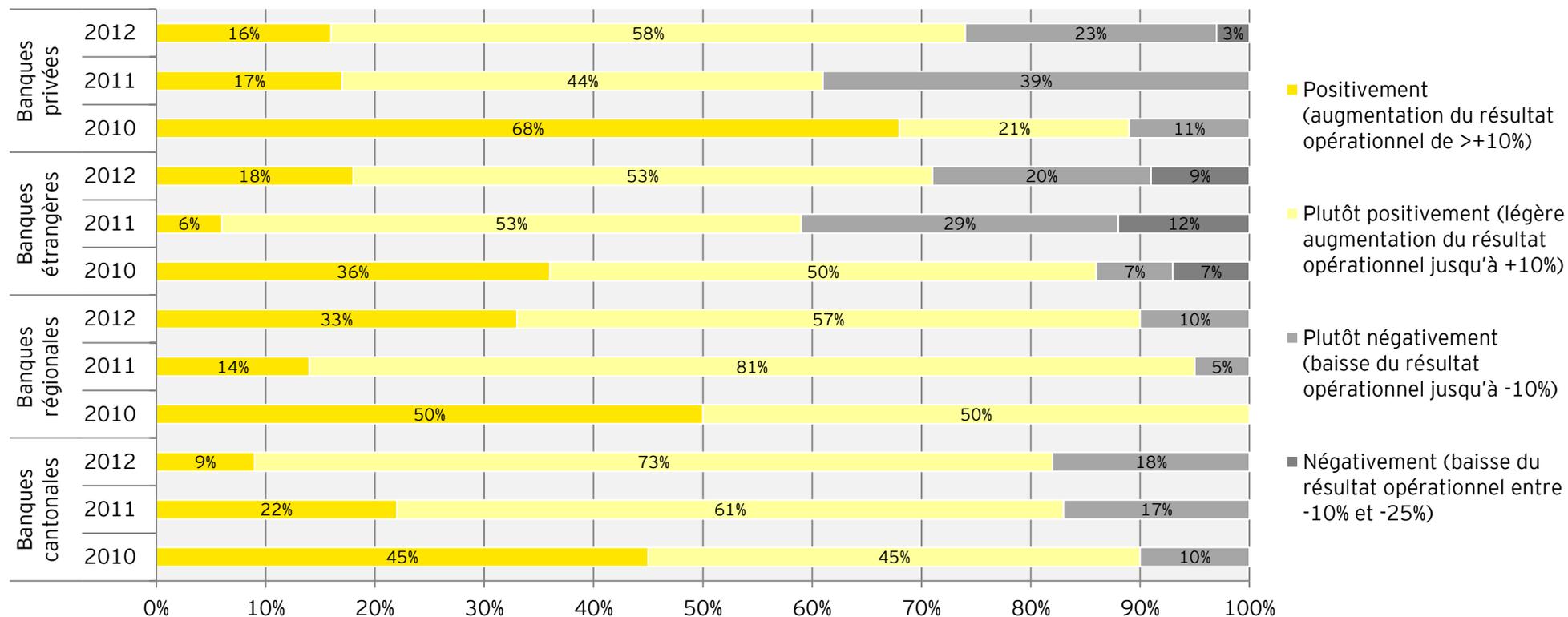
« Comment évaluez-vous actuellement l'évolution opérationnelle des affaires de votre établissement » ?
(1/2)



- ▶ 20 % (15 % l'année dernière) des banques interrogées considèrent que leurs affaires ont évolué positivement l'année dernière, 58 % (62 % l'année dernière) plutôt positivement. Comme l'année dernière, à peine un quart des banques interrogées déplore une évolution négative ou plutôt négative de leurs affaires.

... parfois même un peu plus positive

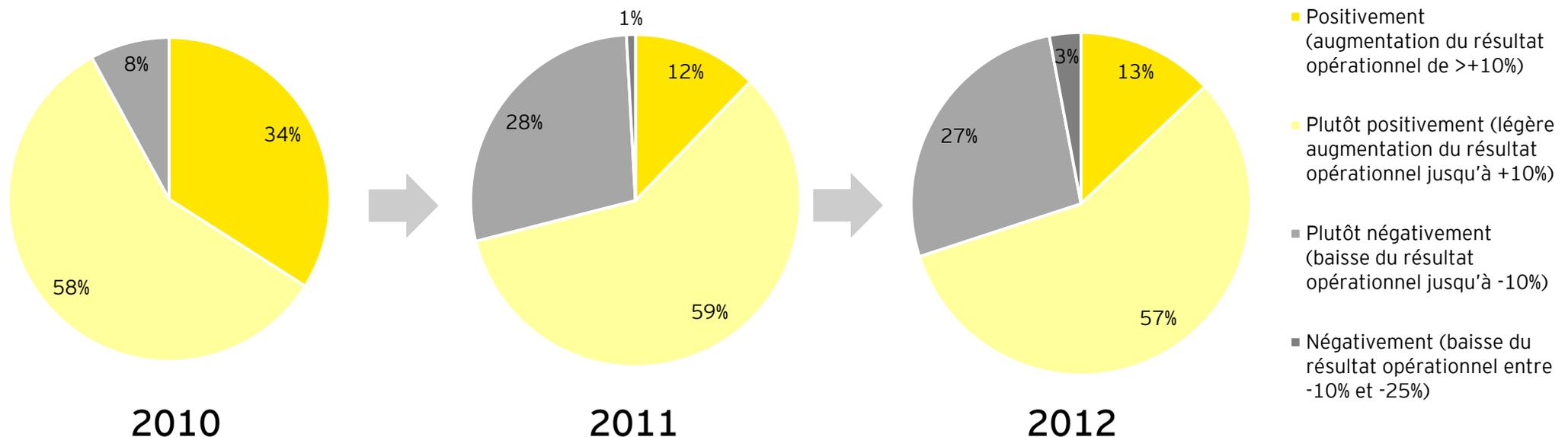
« Comment évaluez-vous actuellement l'évolution opérationnelle des affaires de votre établissement » ?
(2/2)



- ▶ Presque toutes les catégories de banques considèrent que leurs affaires évoluent actuellement un peu mieux qu'il y a un an. Parmi les banques étrangères et les banques régionales en particulier, un nombre nettement supérieur d'établissements évoque une amélioration significative de l'évolution de leurs affaires sur un an.
- ▶ La comparaison sur plusieurs années montre que les banques cantonales se montrent plus réservées quant à l'évaluation de l'évolution de leurs affaires.

Une évaluation de l'avenir toujours plutôt positive

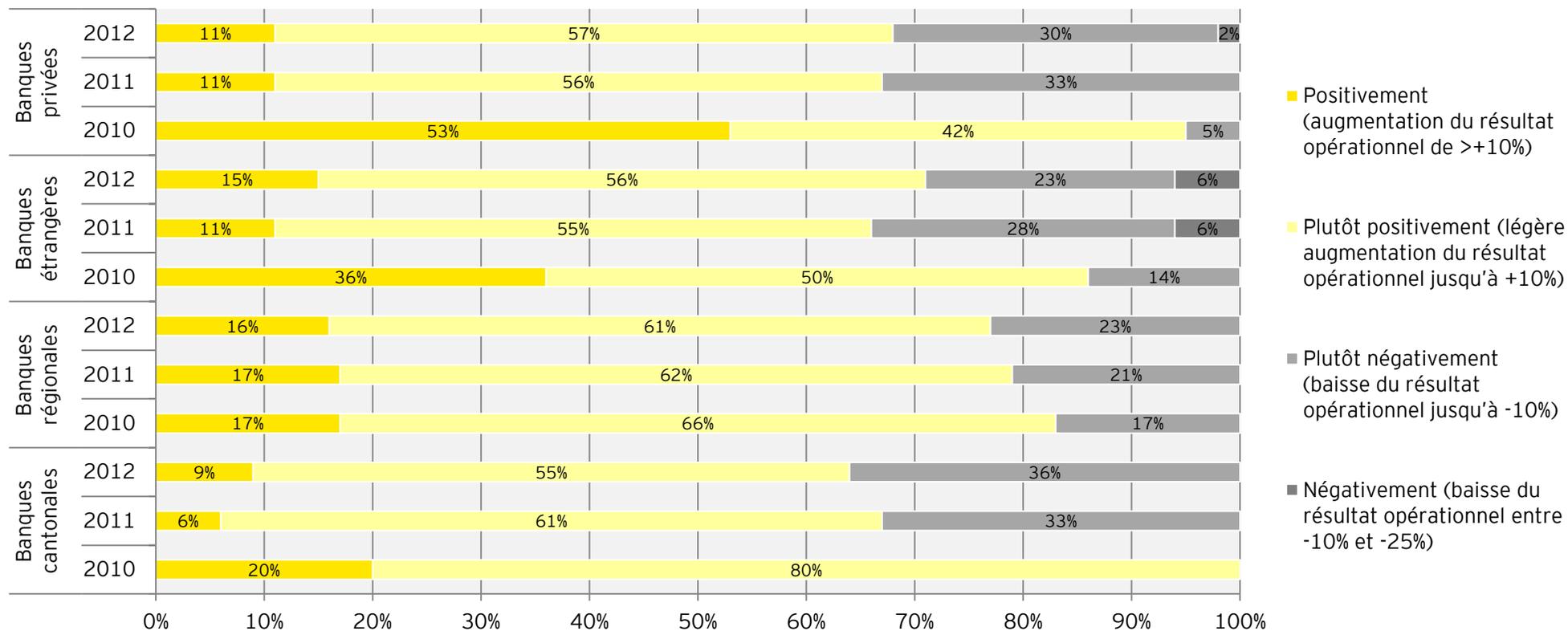
« Selon vos prévisions, comment évolueront les activités opérationnelles de votre établissement au cours des 6 prochains mois ? » (1/2)



- ▶ Après le changement marquant de l'année dernière, les banques interrogées maintiennent inchangée leur estimation de l'avenir quant la marche opérationnelle de leurs affaires. Près d'un tiers des établissements interrogés anticipent une évolution négative ou plutôt négative.
- ▶ La grande majorité des banques interrogées prévoient des rémunérations en baisse pour les collaborateurs et les actionnaires, mais pas de réductions de personnel massives dans les prochains mois.

Les banques régionales sont les plus optimistes

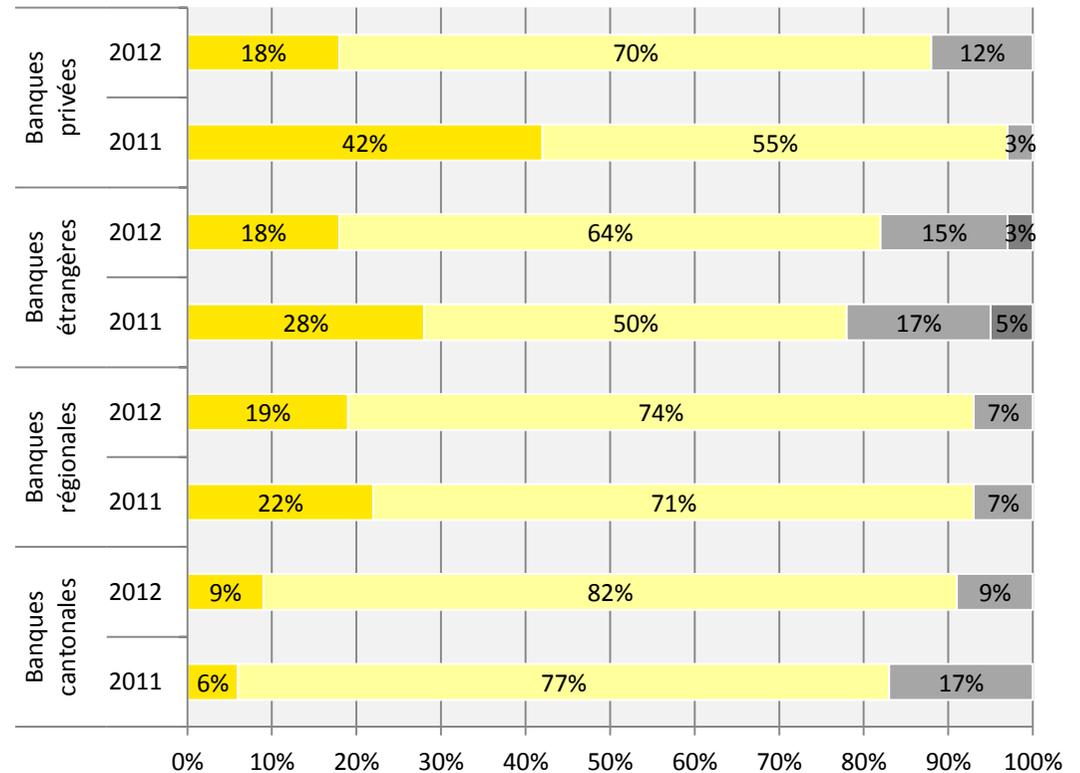
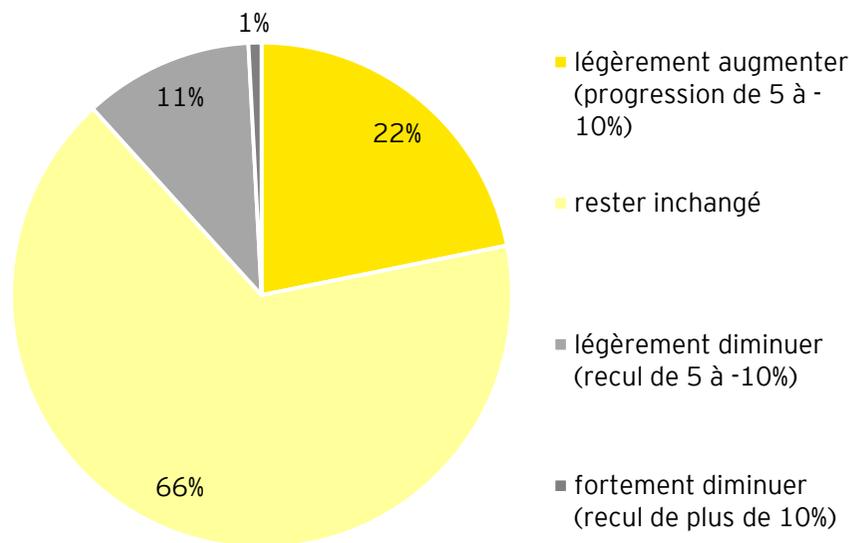
« Selon vos prévisions, comment évolueront les activités affaires opérationnelles de votre établissement au cours des 6 prochains mois ? » (2/2)



► La comparaison sur plusieurs années montre que les banques régionales à fort ancrage local évaluent l'avenir de manière relativement stable au fil des ans et qu'elles sont les plus optimistes.

Pas de réduction de personnel massive envisagée à court terme

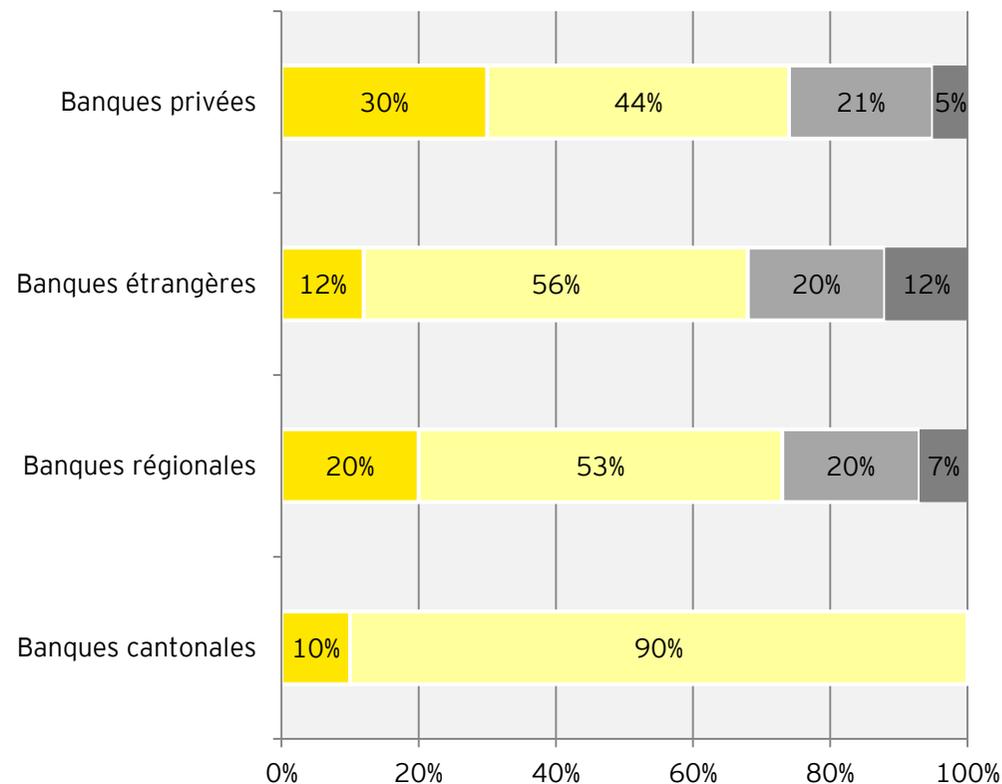
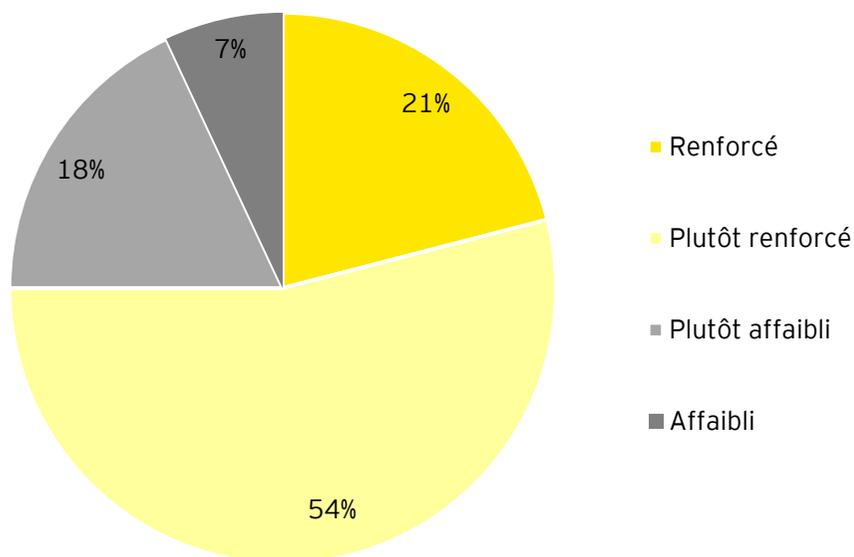
« D'après vos prévisions pour les 6 à 12 prochains mois, le nombre de collaborateurs de votre établissement va... »



- ▶ La majorité des banques interrogées envisagent de maintenir leurs effectifs au cours des 6 à 12 prochains mois. 12 % seulement prévoient de les réduire au cours de l'année à venir. 22 % évoquent même plutôt des embauches.
- ▶ Cependant, l'évaluation des banques privées a connu un changement marquant. L'année dernière, 42 % d'entre elles évoquaient une augmentation des effectifs alors que cette année, ce chiffre n'est plus que de 18 %.

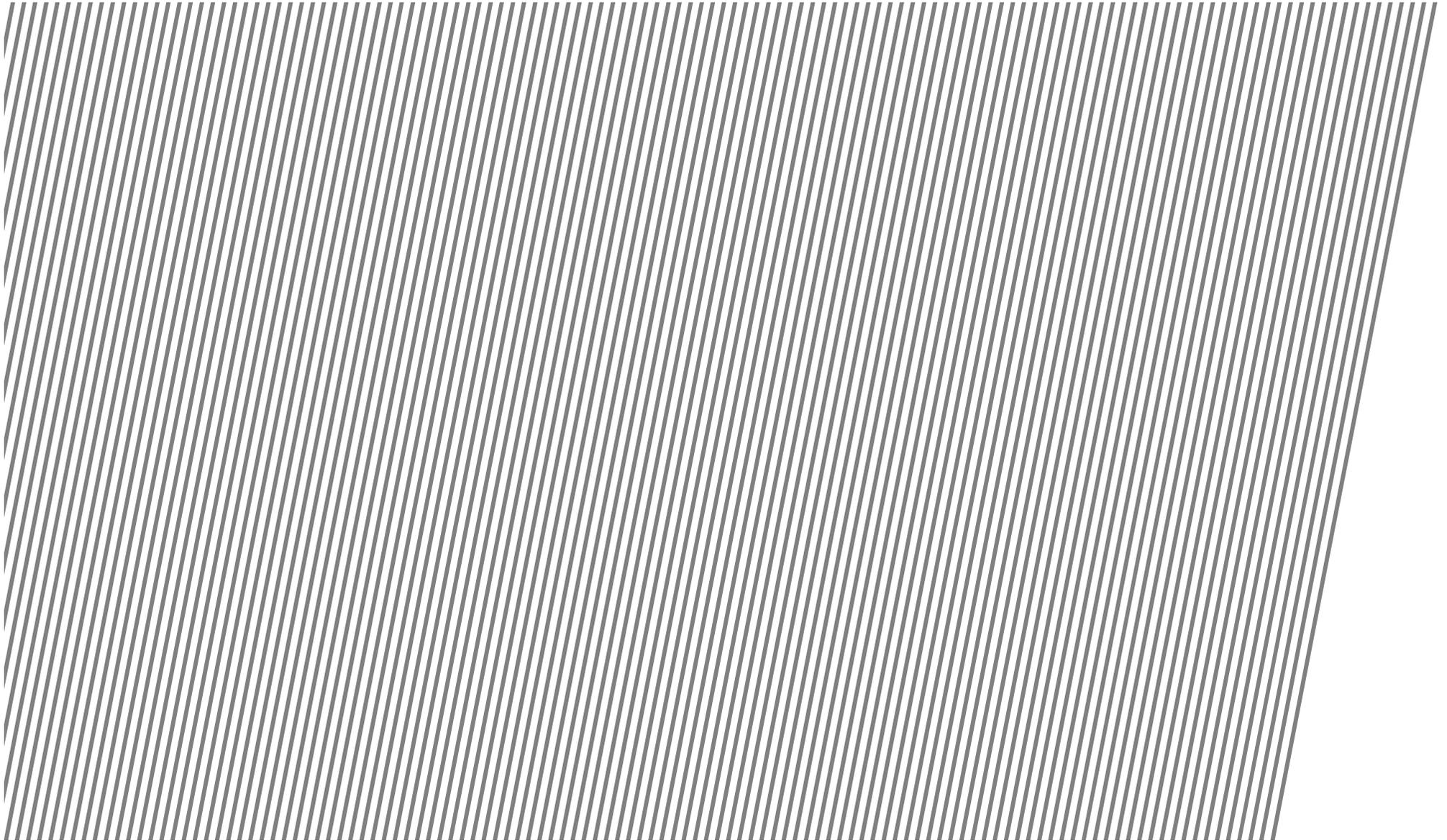
La crise financière - un processus d'assainissement ?

« Compte tenu des conséquences de la crise financière, votre établissement se trouve-t-il selon vous renforcé ou affaibli ? »



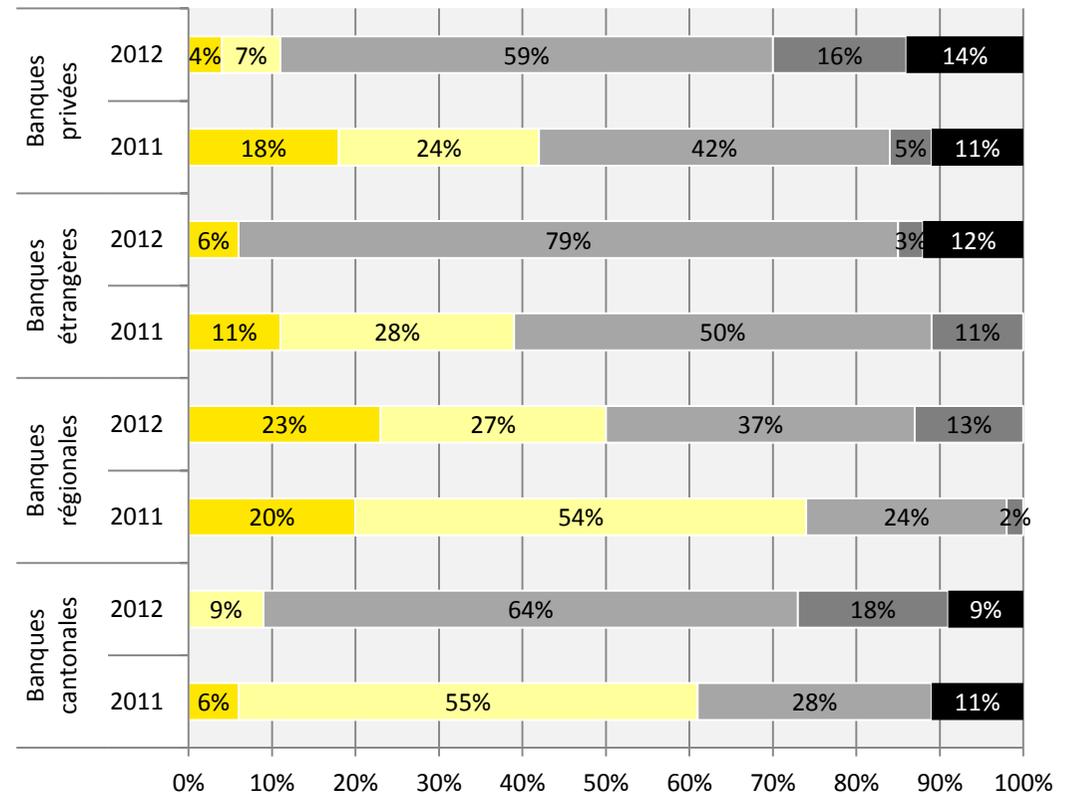
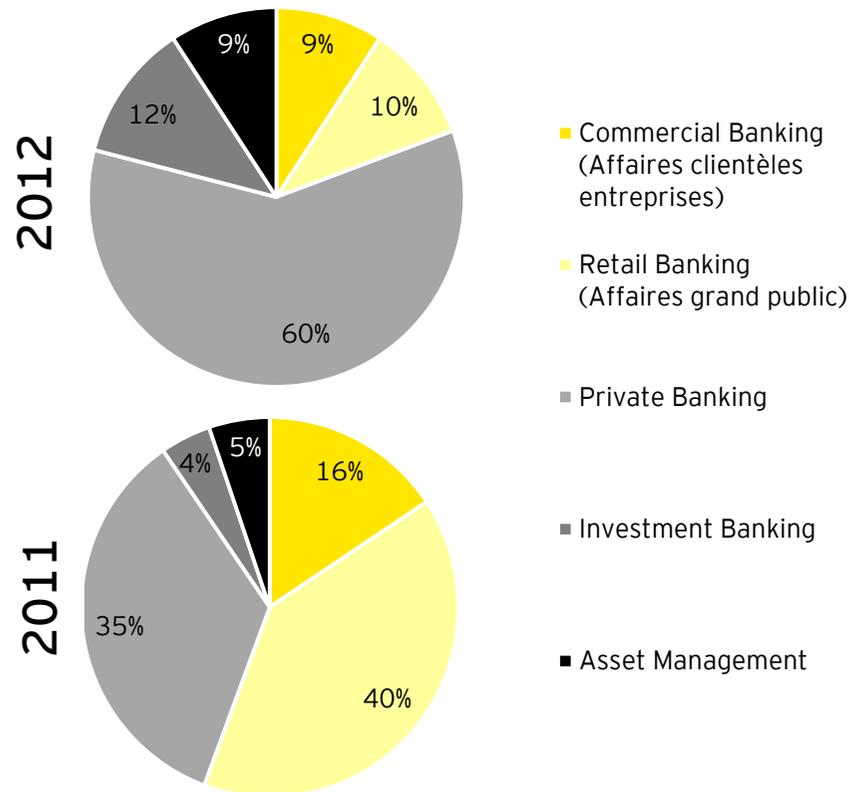
- ▶ Une grande majorité de 75 % des établissements interrogés considère qu'ils sortent plutôt renforcés de la crise financière.
- ▶ C'est en particulier le cas des banques cantonales qui se jugent toutes renforcées.

Private Banking



La pression augmente nettement dans le Private Banking

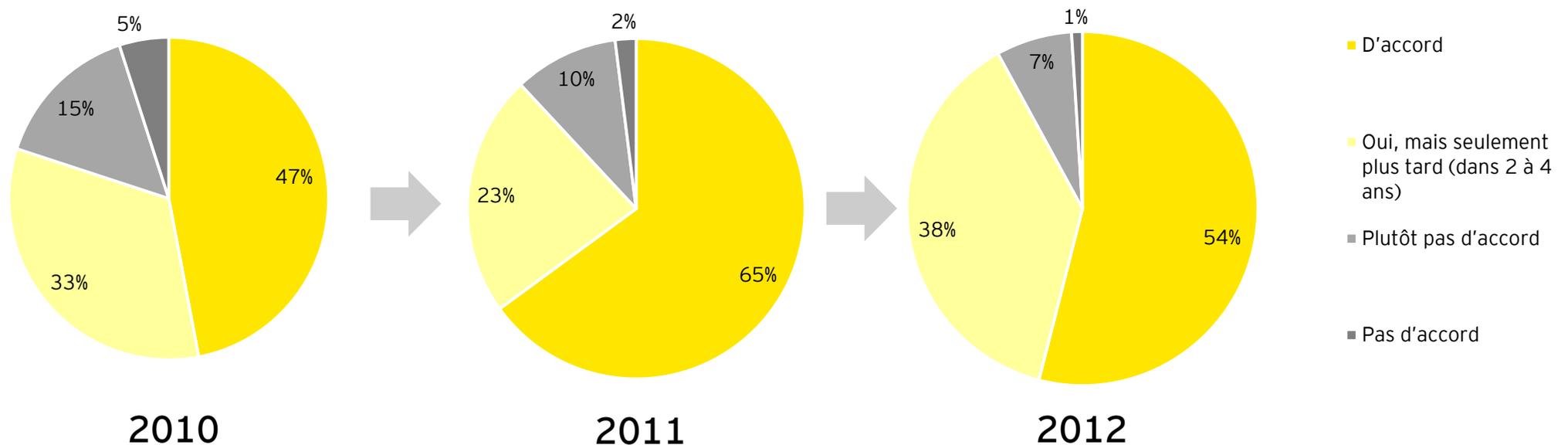
« Dans quel domaine d'activité la concurrence est-elle particulièrement vive actuellement ? »



- ▶ La majorité des banques interrogées perçoivent une nette intensification de la concurrence dans le Private Banking. Elles sont nettement plus nombreuses à le penser que l'année dernière (60 % contre 35 % l'année dernière).
- ▶ Ce sont en particulier les banques régionales et cantonales actives dans le Retail Banking qui ont modifié leur évaluation. L'année dernière, elles considéraient encore que le secteur où la concurrence était la plus forte était le Retail Banking.

La pression à la consolidation reste forte

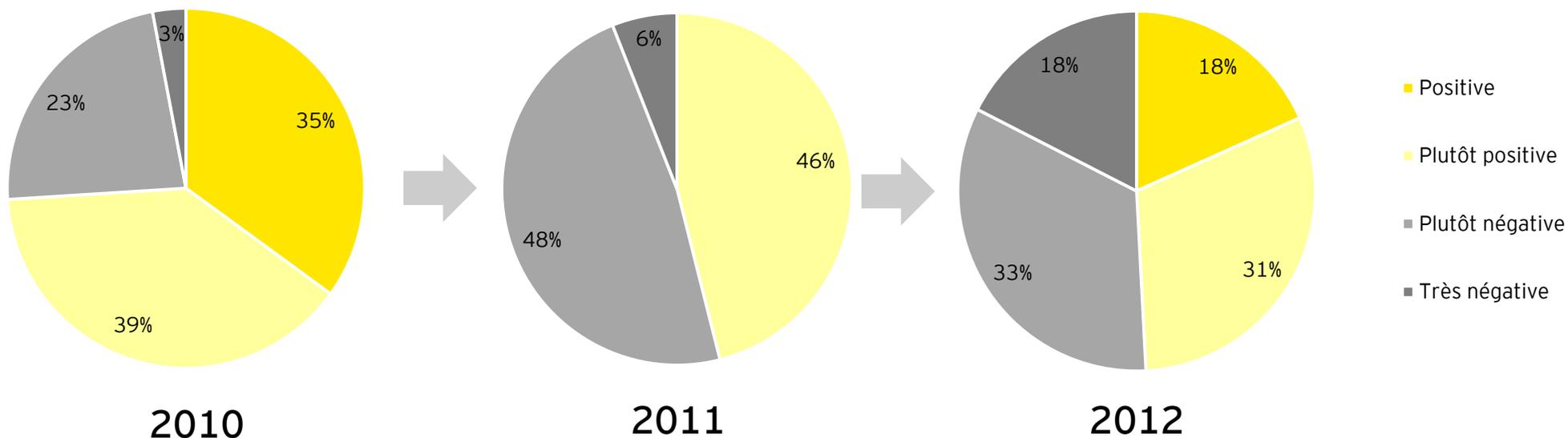
« Pour les 6 à 12 prochains mois, prévoyez-vous une consolidation dans le secteur bancaire ? »



- ▶ Une nette majorité (92 %) prévoit une consolidation dans le secteur bancaire.
- ▶ Les banques privées et les banques étrangères opérant dans le Private Banking prévoient que cette consolidation interviendra à court terme, tandis que les banques actives dans le Retail Banking estiment qu'elle aura plutôt lieu ultérieurement.

Pacte fiscal - les avis divergent

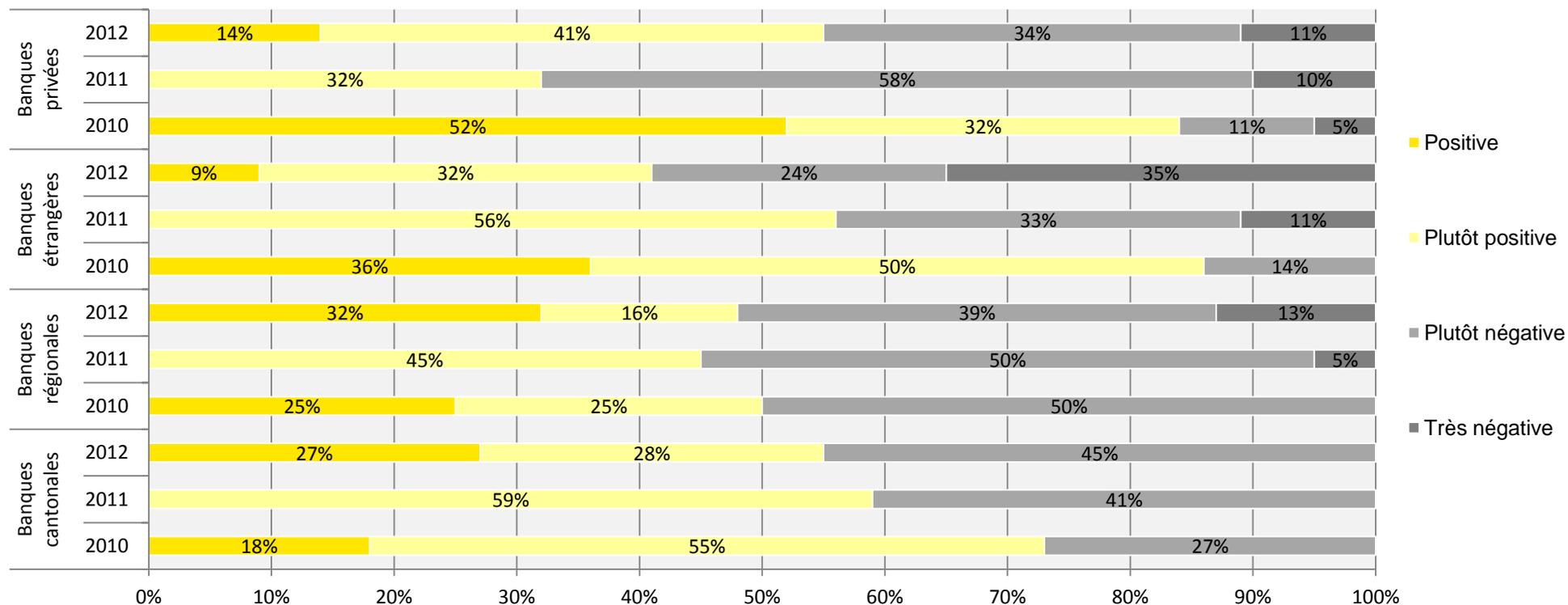
« Pensez-vous que les évolutions actuelles en relation avec les thèmes du secret bancaire et de l'impôt compensatoire auront finalement des effets globalement positifs ou négatifs pour la place bancaire suisse ? » (1/2)



- ▶ Les banques interrogées sont partagées à propos des évolutions actuelles en relation avec les thèmes du secret bancaire et de l'impôt compensatoire. Elles sont pratiquement aussi nombreuses à estimer que ces évolutions sont plutôt positives ou plutôt négatives.
- ▶ L'euphorie de 2010, lorsqu'une nette majorité de 73 % émettait un avis positif, s'est nettement dissipée.

Pacte fiscal - les banques privées sont les plus optimistes

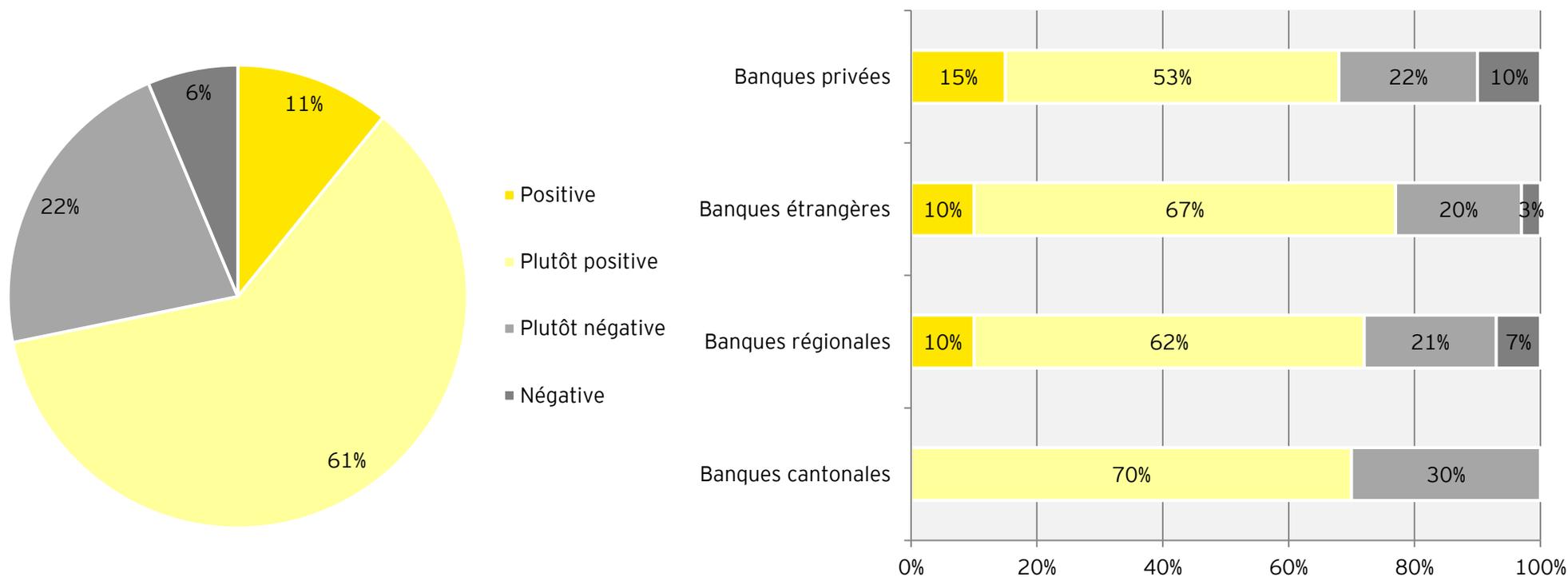
« Pensez-vous que les évolutions actuelles en relation avec les thèmes du secret bancaire et de l'impôt compensatoire auront finalement des effets globalement positifs ou négatifs pour la place bancaire suisse ? » (2/2)



► Le nombre de banques interrogées qui considèrent les évolutions actuelles comme positives a nettement augmenté dans toutes les catégories d'établissement.

Rejet de l'accord fiscal avec l'Allemagne - une évaluation plutôt positive ...

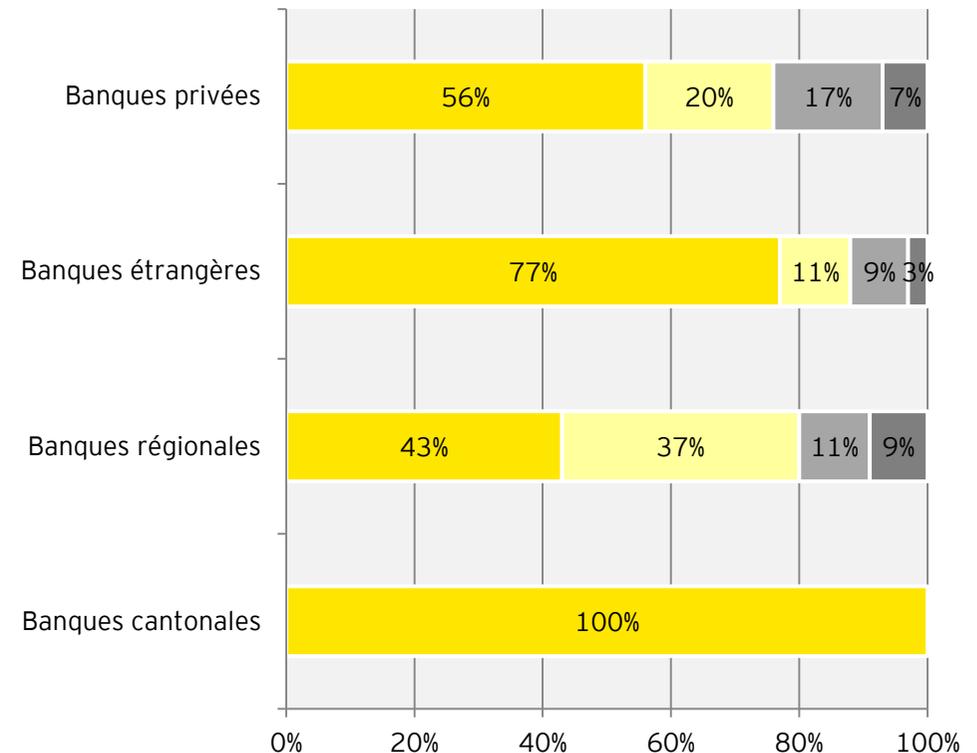
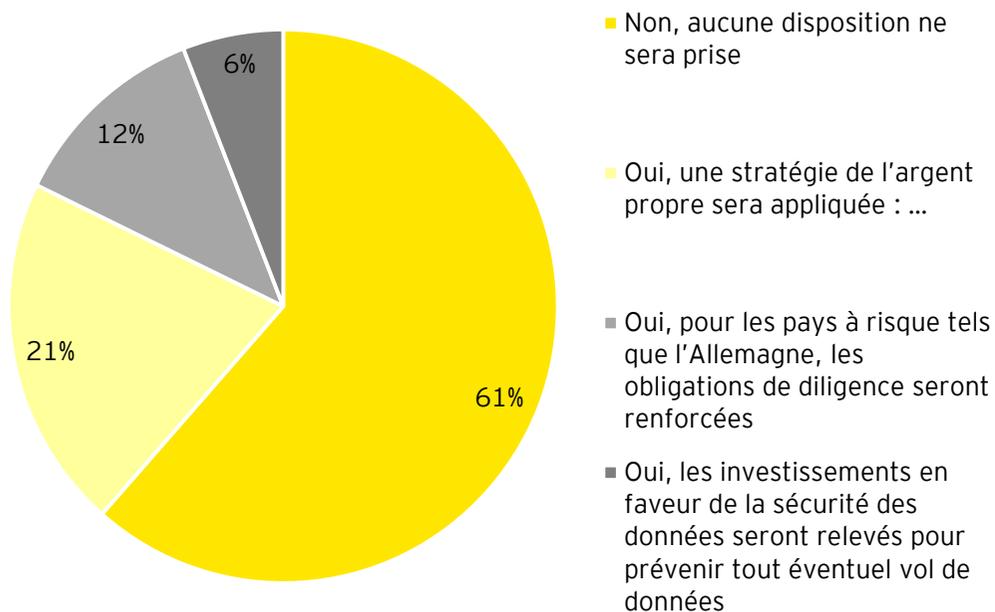
« Le rejet de l'accord portant sur l'impôt libérateur avec l'Allemagne aura-t-il selon vous des effets globalement positifs ou négatifs pour votre établissement ? »



- Le rejet de l'accord fiscal avec l'Allemagne n'est pas une catastrophe. Au contraire, une majorité de 72 % des banques interrogées entrevoient même des conséquences plutôt positives. Cette évaluation se fonde en particulier sur la disparition à court terme des frais de mise en œuvre et sur la baisse attendue des sorties de capitaux. Elle vaut surtout pour les banques privées de petite et de moyenne taille ainsi que pour les banques opérant principalement au plan national.

... et pas de mesures supplémentaires à court terme

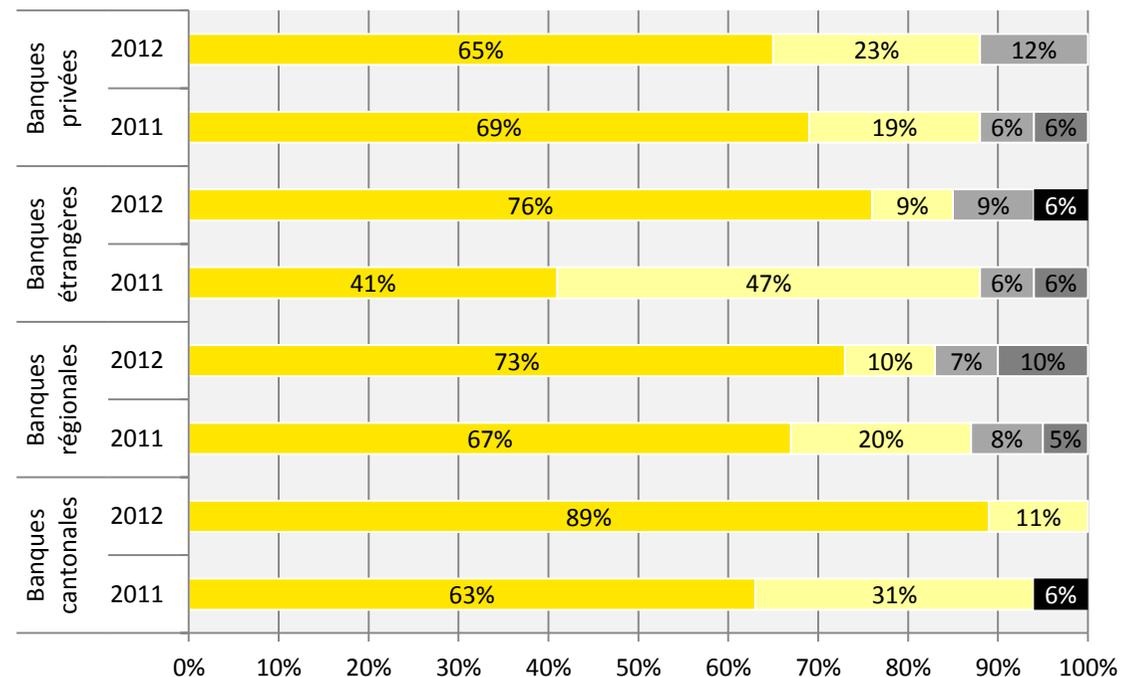
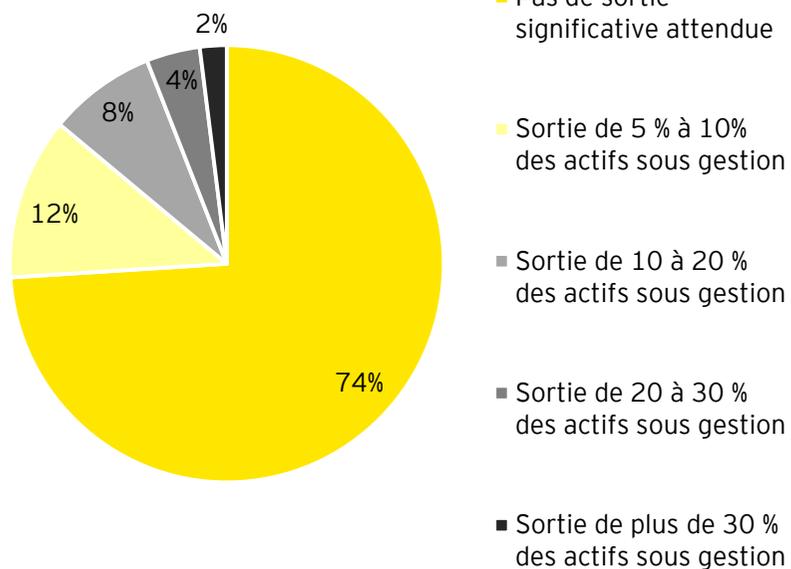
« Après l'échec de l'accord relatif à l'impôt libératoire avec l'Allemagne, votre établissement prendra-t-il des mesures d'accompagnement ? »



- ▶ Conséquence directe du rejet de l'accord portant sur l'impôt libératoire : environ un tiers des banques interrogées prendront des mesures d'accompagnement comme la mise en œuvre d'une stratégie de l'argent propre ou l'extension des mesures concernant le devoir de diligence pour les relations d'affaires présentant un risque fiscal.
- ▶ Cependant, du fait du rejet de l'accord fiscal sur l'impôt libératoire, une majorité de 61 % des banques interrogées ne voit plus aucune urgence à appliquer des mesures d'accompagnement supplémentaires.

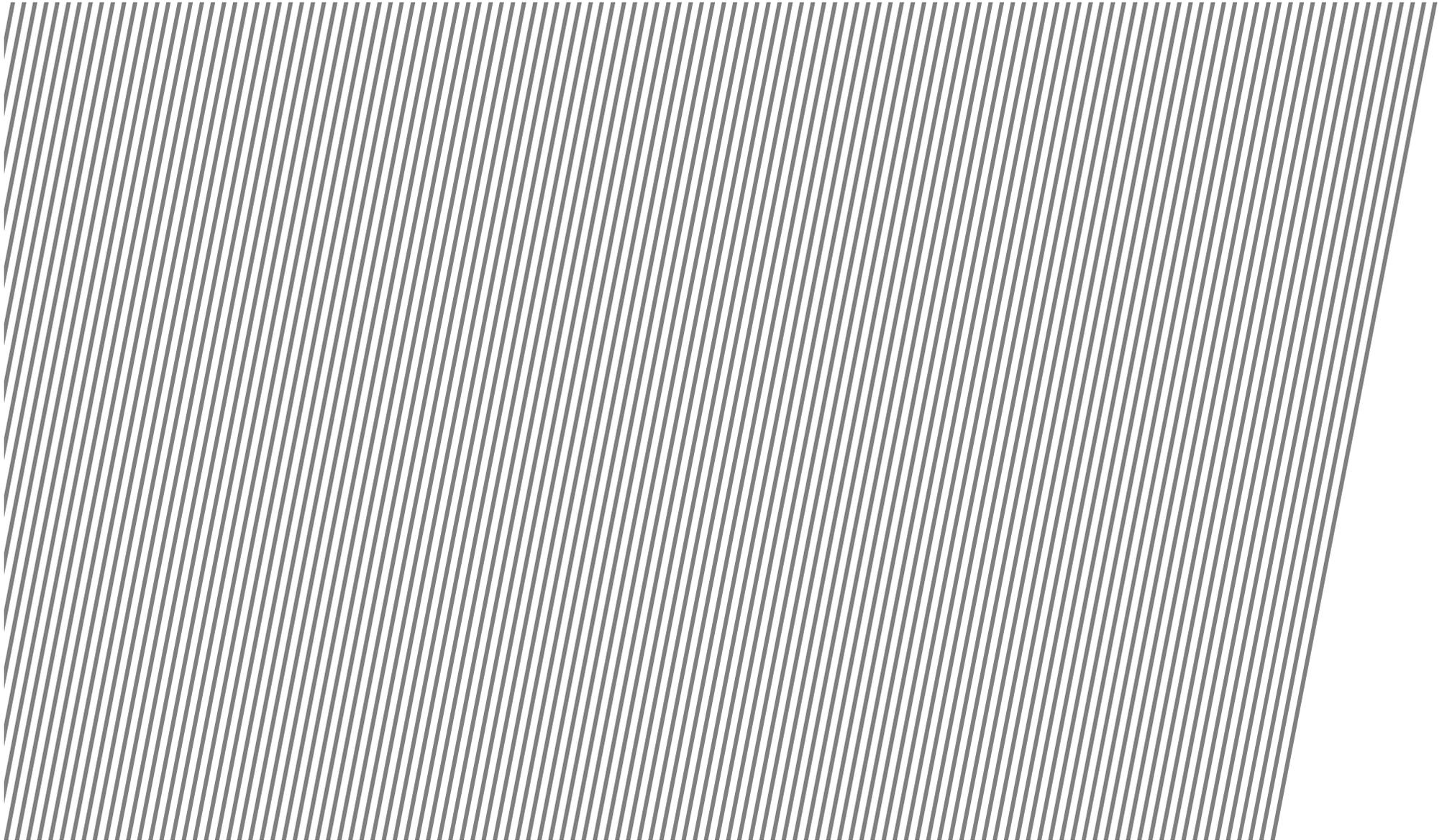
Des sorties de fonds à peine plus importantes attendues ...

« Les nouveaux impôts compensatoires conduiront à une sortie de fonds de la clientèle. Selon vos estimations, quel sera le montant de ces sorties pour votre établissement ? »



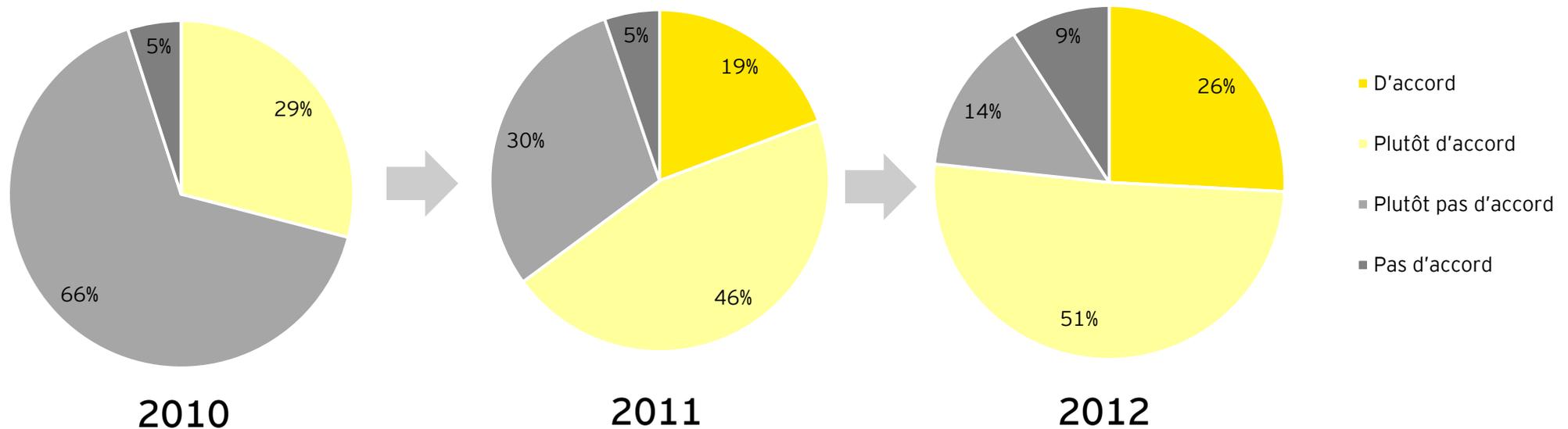
- ▶ Comme l'année dernière, les banques interrogées ne craignent pas de sorties significatives de fonds de clients. Et ce, d'une part du fait de la compensation par l'afflux de nouveaux capitaux et, d'autre part, du fait du rejet de l'accord fiscal avec l'Allemagne.
- ▶ Les banques étrangères se montrent nettement plus optimistes qu'il y a un an. 76 % d'entre elles ne prévoient pas de sorties significatives, alors que ce chiffre était de 41 % seulement l'année dernière.

Opérations de crédit



Bulle immobilière

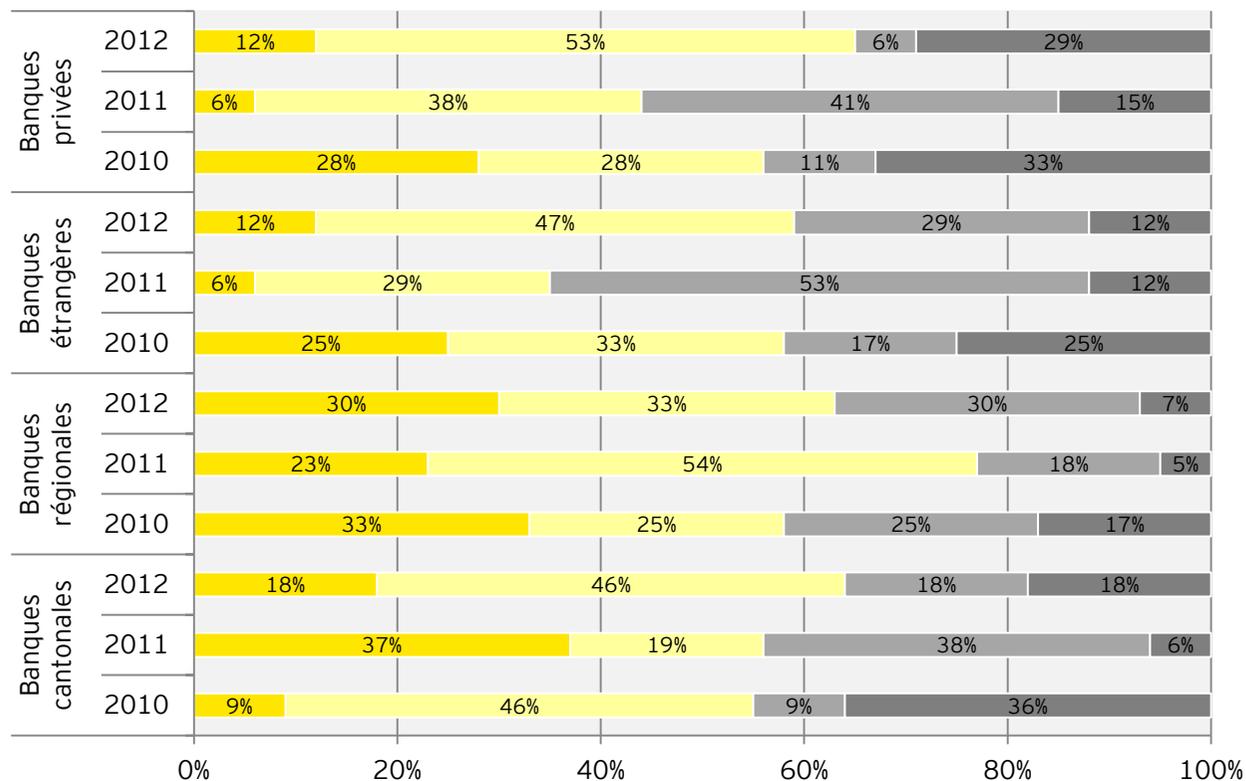
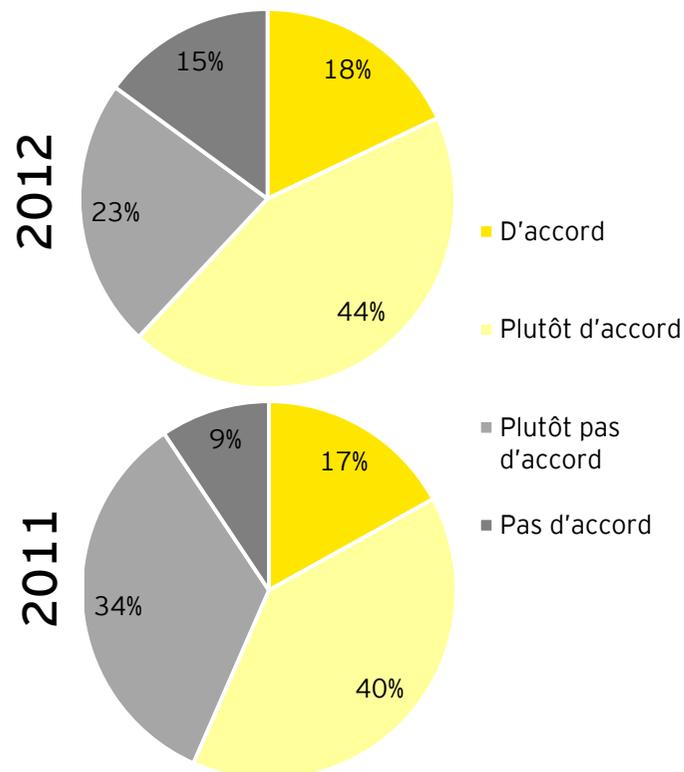
«Êtes-vous d'accord avec la Banque nationale et la FINMA, selon lesquelles le marché suisse de l'immobilier est actuellement propice à la formation de bulles immobilières ? »



- L'évolution des trois dernières années indique que les banques interrogées sont de plus en plus nombreuses à identifier la formation d'une bulle sur le marché immobilier suisse. Actuellement, elles sont 77 % à identifier ce risque, contre 65 % l'année dernière.

Les opérations « exception-to-policy » restent une réalité

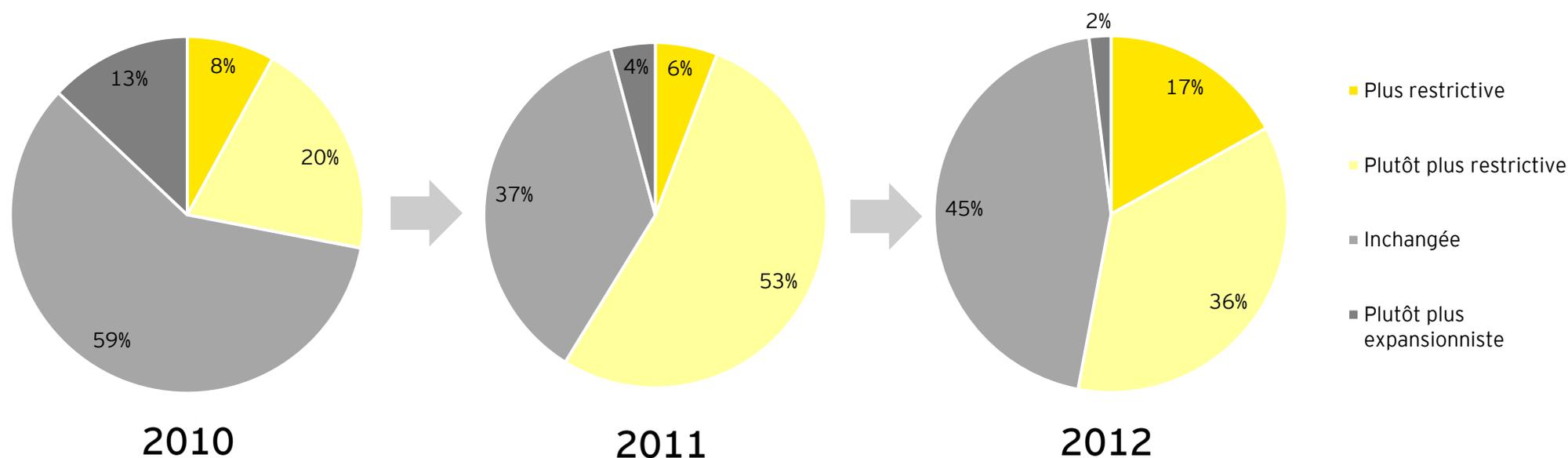
« Etes-vous d'accord avec l'évaluation de la FINMA selon laquelle les opérations de crédit de type « exception-to-policy » sont trop nombreuses actuellement dans le secteur bancaire ? »



- ▶ Cette année, 62 % des banques interrogées (contre 57 % l'année dernière) partagent l'avis de la FINMA selon lequel l'industrie bancaire a octroyé un nombre plutôt trop important d'opérations de crédit « ETP ».
- ▶ Par rapport à l'année dernière, le nombre d'établissements d'accord a surtout augmenté parmi les banques privées et les banques étrangères.

Politique d'octroi de crédit plus restrictive attendue

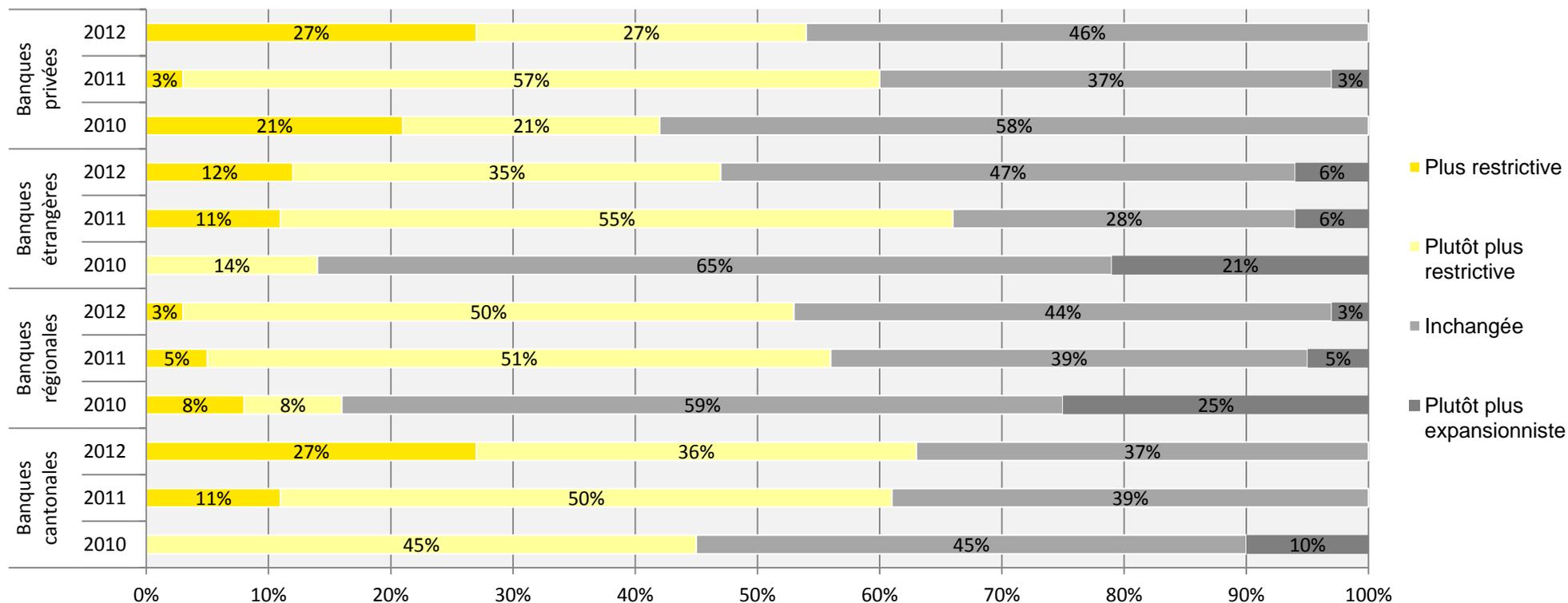
« Selon vous, comment évoluera la politique d'octroi des crédits des banques suisses dans les 6 à 12 prochains mois ? » (1/2)



- Une majorité des banques interrogées (53 %) estiment que la politique d'octroi des crédits sera plus restrictive ou plutôt plus restrictive à l'avenir. Des chiffres qui correspondent pour l'essentiel aux résultats de l'enquête de l'an dernier (59 %).

Banques cantonales et privées plus restrictives

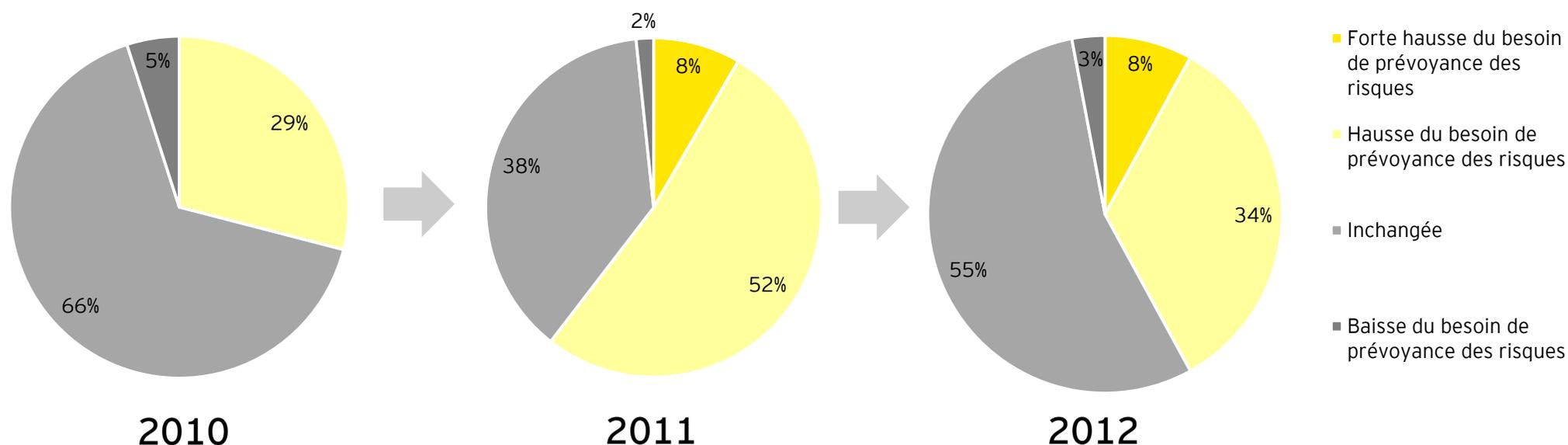
« Selon vous, comment évoluera la politique d'octroi des crédits des banques suisses dans les 6 à 12 prochains mois ? » (2/2)



- ▶ Par rapport à l'année dernière, ce sont en particulier les banques cantonales et les banques privées qui prévoient un durcissement de la politique d'octroi des crédits.
- ▶ Les banques régionales qui pratiquent principalement les opérations de crédit au plan local ne prévoient pas de grandes modifications dans la politique d'octroi du crédit.

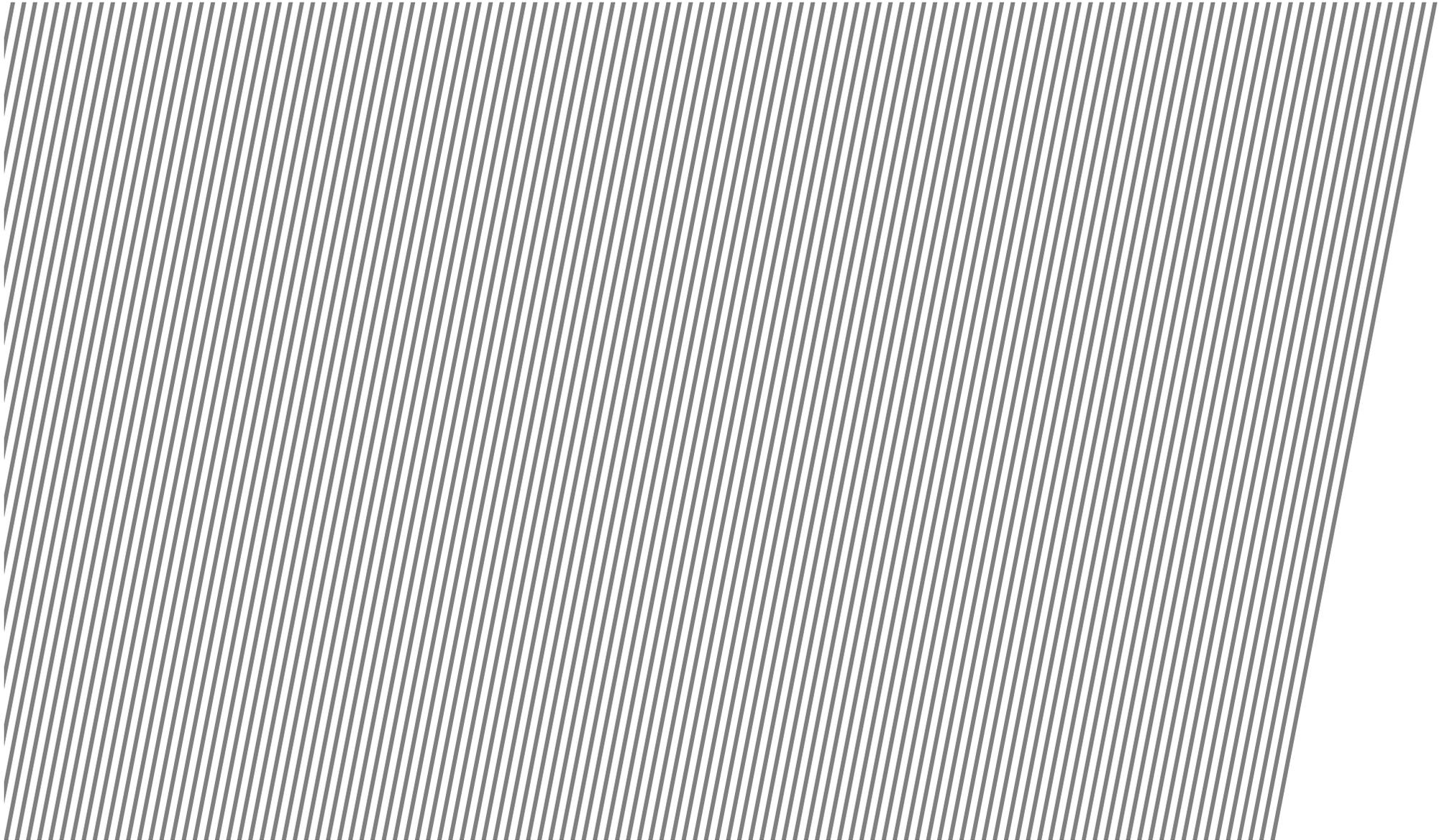
Le besoin de corrections de valeur reste inchangé

« Comment évaluez-vous, par rapport à l'année précédente, l'évolution du besoin de provisions pour les risques résultant des opérations de crédit (corrections de valeurs et provisions) dans les 6 à 12 prochains mois ? »



- ▶ Une majorité des banques interrogées (54 %) n'entrevoient pas de changement dans le besoin de corrections de valeur pour les 6 à 12 prochains mois.
- ▶ les banques régionales ont une évaluation un peu plus conservatrice et estiment que le besoin de corrections de valeur sera plutôt en hausse.

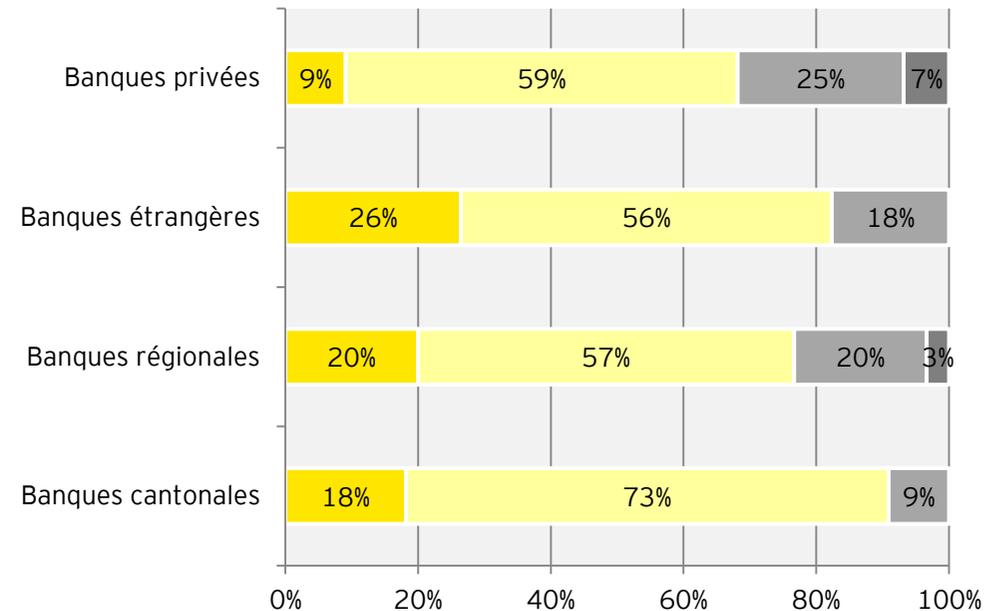
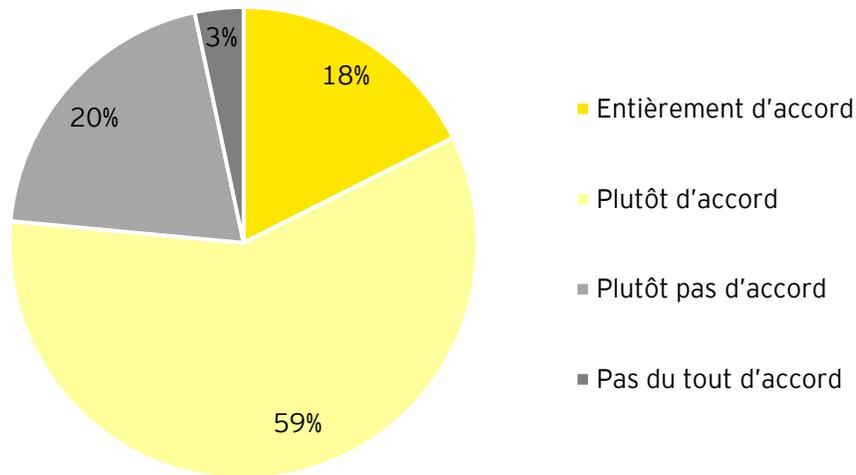
Rétrocessions



Demandes de restitution attendues ...

« Quelles conséquences inhérentes à l'arrêt du Tribunal Fédéral relatif aux rétrocessions et aux commissions de portefeuille entrevoyez-vous pour le secteur des services financiers ? Quelle est votre position par rapport aux affirmations suivantes ? »

Les banques et les gestionnaires de fortune seront confrontés à d'importantes demandes de restitution.

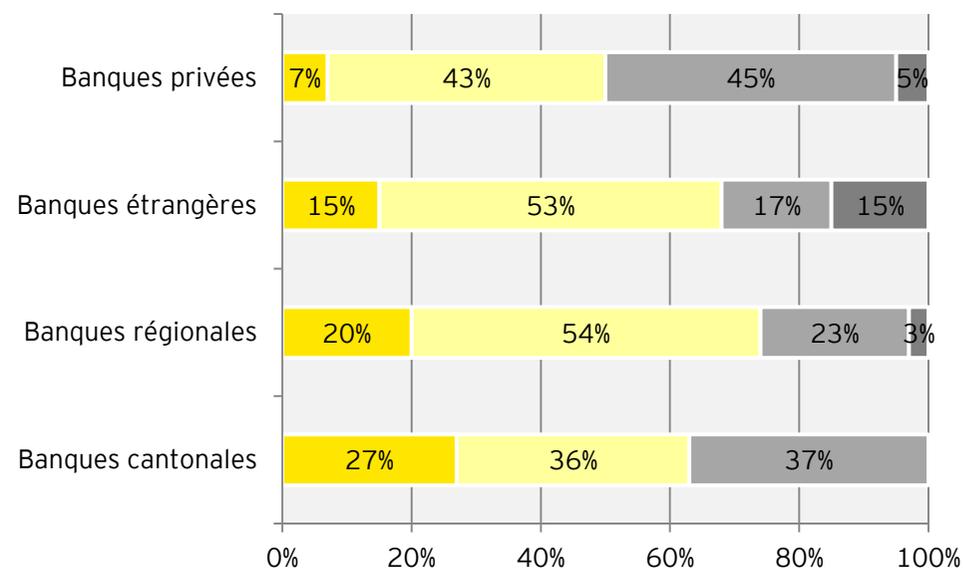
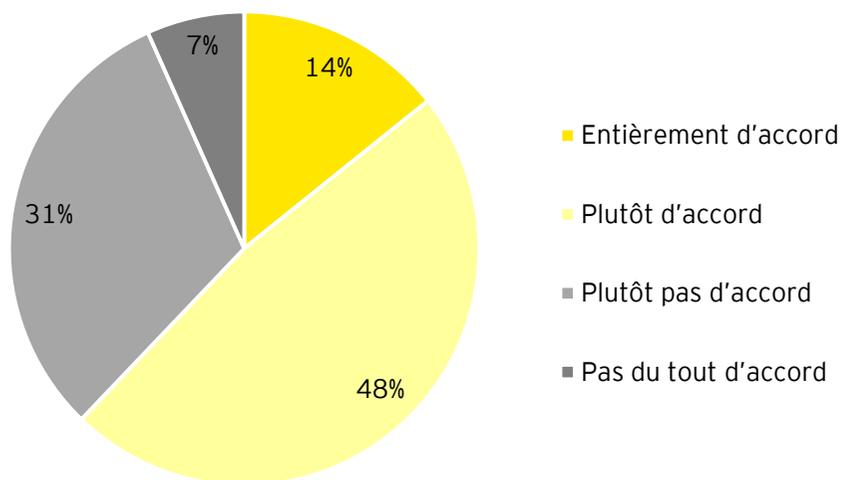


- ▶ Une nette majorité de 77 % des banques interrogées estiment que les banques et les gestionnaires de fortune seront confrontés dans certains cas à d'importantes demandes de restitution du fait de l'arrêt du Tribunal fédéral relatif aux rétrocessions et aux commissions de portefeuille.
- ▶ Les banques cantonales sont les plus nombreuses à être d'accord avec cette affirmation et les banques privées les moins nombreuses.

... mais uniquement dans le secteur de la gestion de fortune

« Quelles conséquences inhérentes à l'arrêt du Tribunal Fédéral relatif aux rétrocessions et aux commissions de portefeuille entrevoyez-vous pour le secteur des services financiers ? Quelle est votre position par rapport aux affirmations suivantes ? »

Les banques et les gestionnaires de fortune ne seront confrontés à d'importantes demandes de restitution qu'au sein de l'activité de gestion de fortune discrétionnaire

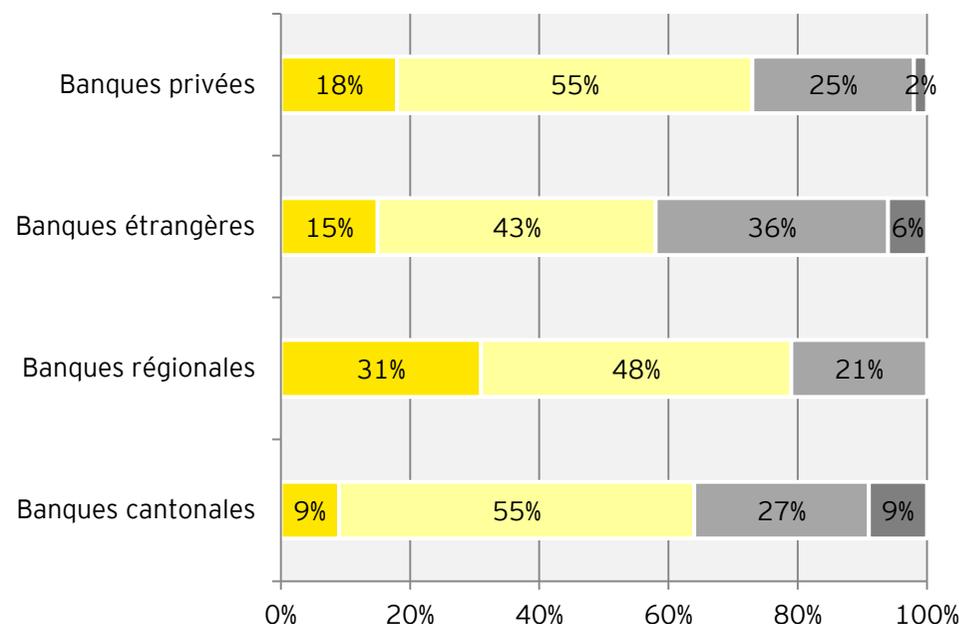
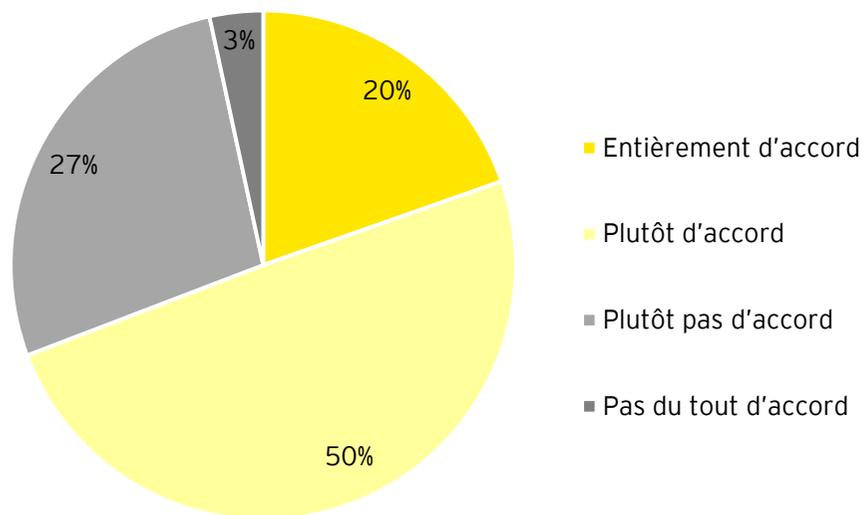


- ▶ La majorité des banques interrogées (62 %) considèrent qu'elles seront dans un premier temps uniquement concernées par de telles demandes de restitution dans le secteur de la gestion de fortune discrétionnaire.
- ▶ Les banques privées se montrent plus défensives à cet égard : environ la moitié d'entre elles ne partagent pas cet avis et estiment que d'autres secteurs sont susceptibles d'être concernés par les conséquences de cet arrêt.

Les indemnités de distribution sont appelées à disparaître

« Quelles conséquences inhérentes à l'arrêt du Tribunal Fédéral relatif aux rétrocessions et aux commissions de portefeuille entrevoyez-vous pour le secteur des services financiers ? Quelle est votre position par rapport aux affirmations suivantes ? »

Les indemnités de distribution disparaîtront à long terme.



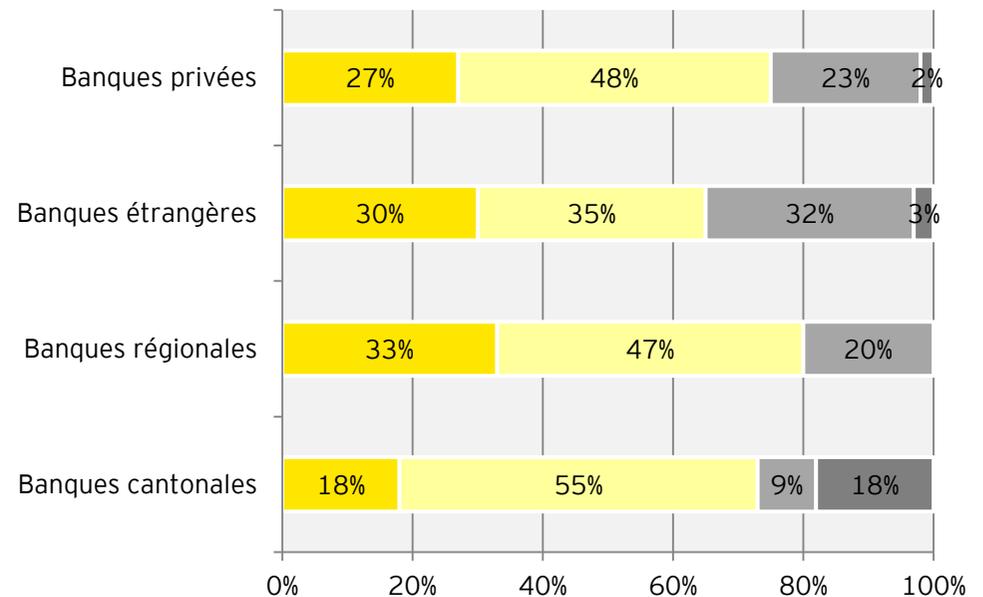
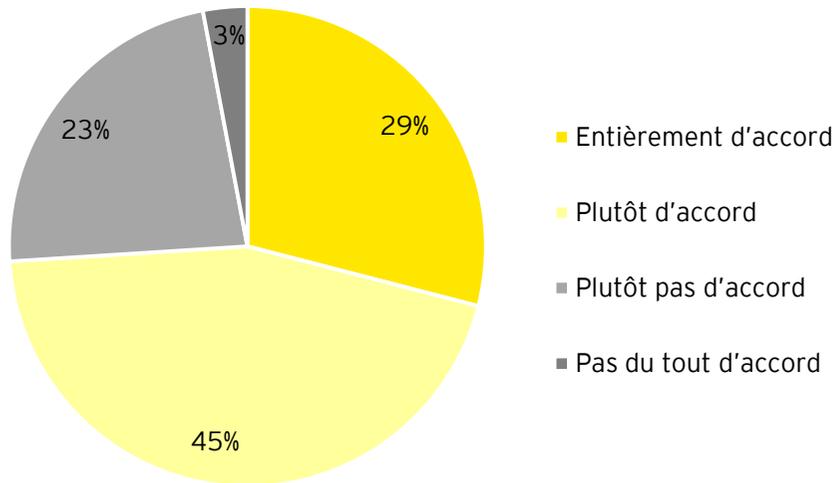
- ▶ Une nette majorité de 70 % considèrent que les actuelles indemnités de distribution ont fait leur temps et sont appelées à disparaître. L'arrêt du Tribunal fédéral ainsi que le durcissement prévu des règles européennes impliquent une réflexion en profondeur sur les modèles de frais.
- ▶ Les banques étrangères se montrent plus prudentes à cet égard : une minorité significative de 42 % ne pense pas que les indemnités de distribution disparaîtront.

Les services bancaires gagnent en transparence

...

« Quelles conséquences inhérentes à l'arrêt du Tribunal Fédéral relatif aux rétrocessions et aux commissions de portefeuille entrevoyez-vous pour le secteur des services financiers ? Quelle est votre position par rapport aux affirmations suivantes ? »

La transparence des mécanismes de rémunération au titre des services bancaires augmentera fondamentalement et durablement à l'avenir.

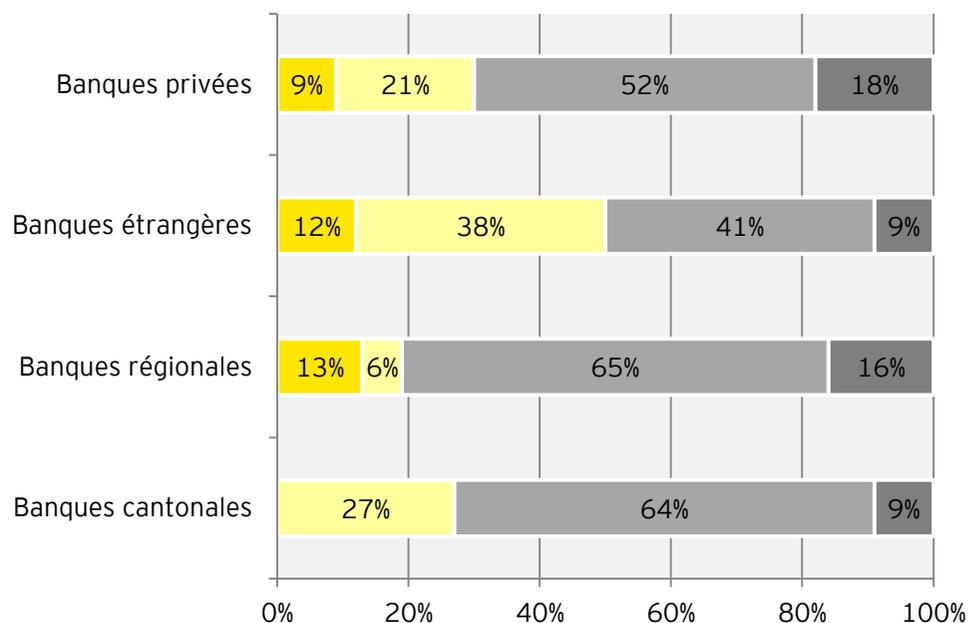
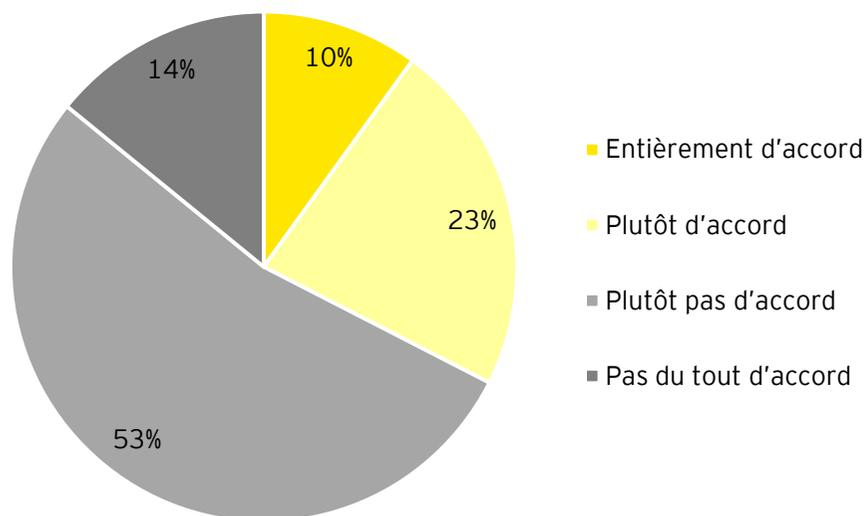


- ▶ Une grande majorité de 74 % des établissements interrogés considèrent que la transparence des mécanismes de rémunération des services bancaires va s'améliorer durablement.

... mais ne deviennent pas plus avantageux de façon générale

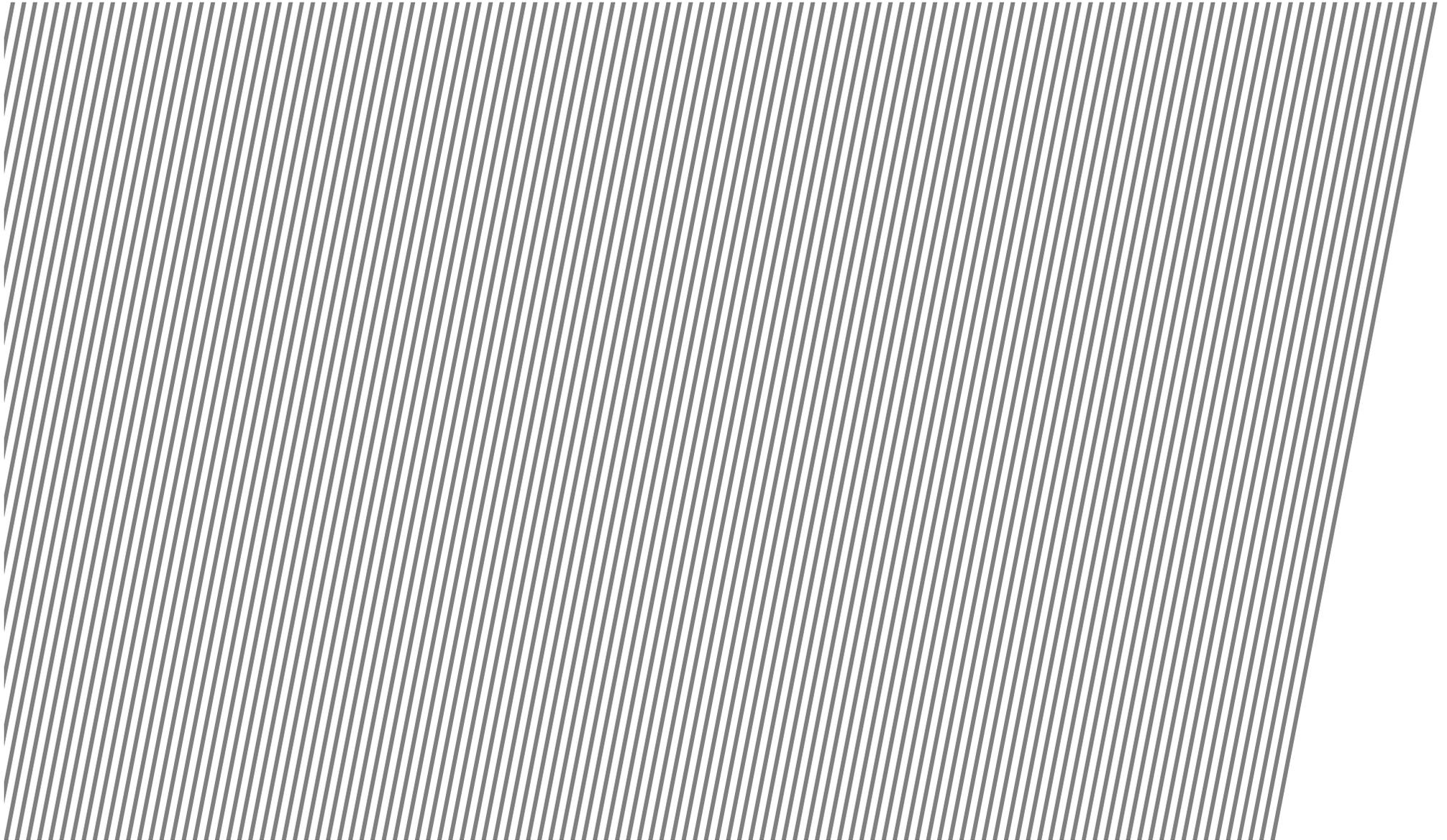
« Quelles conséquences inhérentes à l'arrêt du Tribunal Fédéral relatif aux rétrocessions et aux commissions de portefeuille entrevoyez-vous pour le secteur des services financiers ? Quelle est votre position par rapport aux affirmations suivantes ? »

Les services bancaires deviendront plus avantageux sur le long terme.



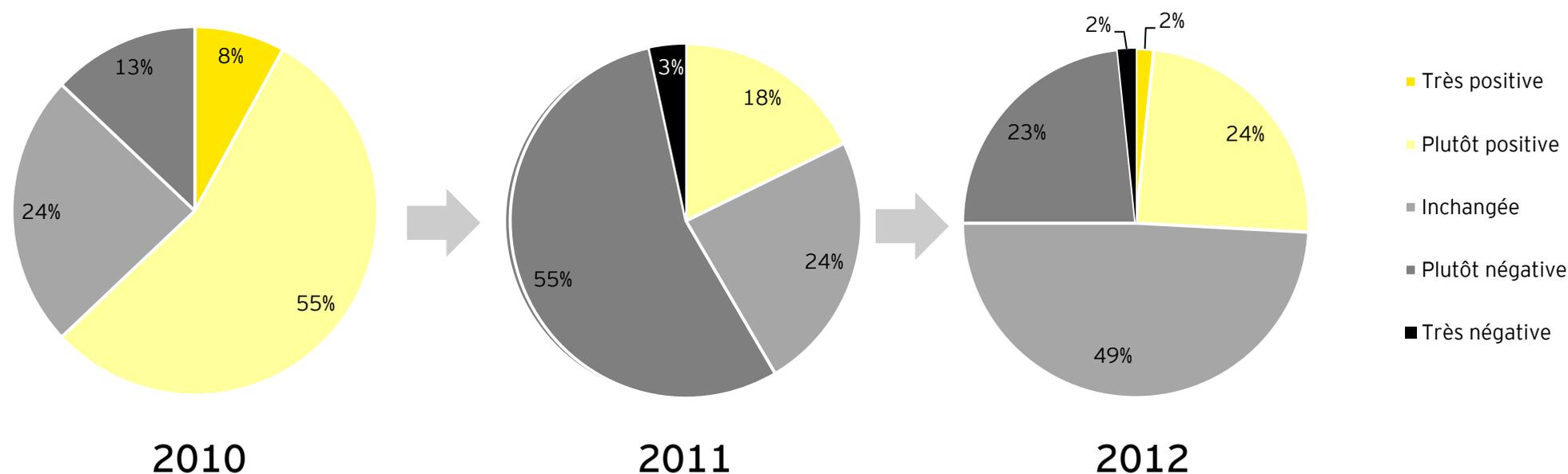
- ▶ De l'avis des banques interrogées, les frais pour les services bancaires deviendront plus transparents, mais pas plus avantageux. Une majorité de 67 % ne pense pas que les tarifs des prestations fournies sont appelés à baisser.
- ▶ Les représentants des banques étrangères ont une opinion un peu différente en la matière - 50 % d'entre eux prévoient des services bancaires plutôt plus avantageux.

Perspectives 2013



Estimation défensive du marché financier pour 2013

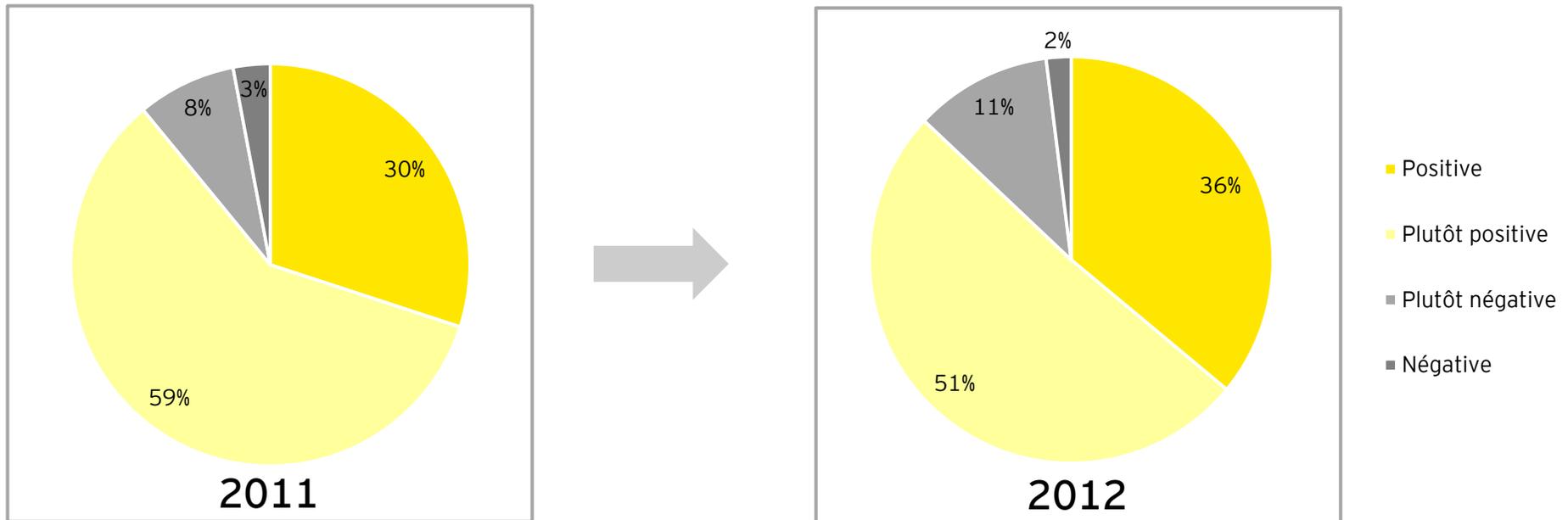
« Selon vous, comment évoluera la situation sur les marchés financiers au cours des 6 à 12 prochains mois ? »



- ▶ Les banques interrogées estiment qu'en 2013, la situation sur les marchés financiers restera relativement difficile. Les optimistes et les pessimistes sont à peu près aussi nombreux. Le nombre d'optimistes a cependant augmenté par rapport à l'année dernière.

Large acceptation de la politique de la banque nationale suisse

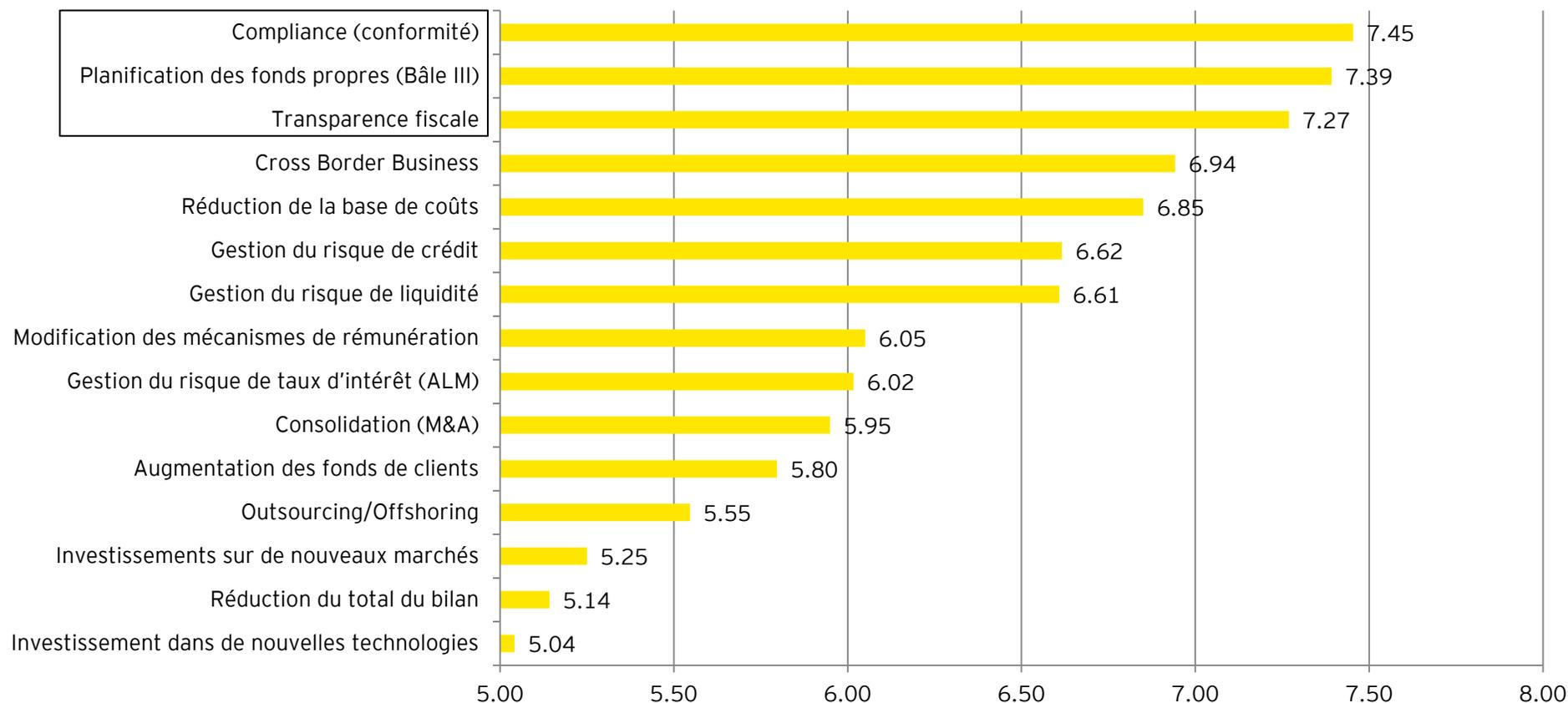
« Comment évaluez-vous la politique de la Banque nationale suisse (BNS) concernant l'introduction d'un cours plancher pour l'euro ? »



- Les banques interrogées continuent à soutenir nettement la politique de la BNS en ce qui concerne le cours plancher pour l'euro ; 87 % des établissements interrogés soutiennent la politique monétaire de la BNS (contre 89 % l'année dernière).

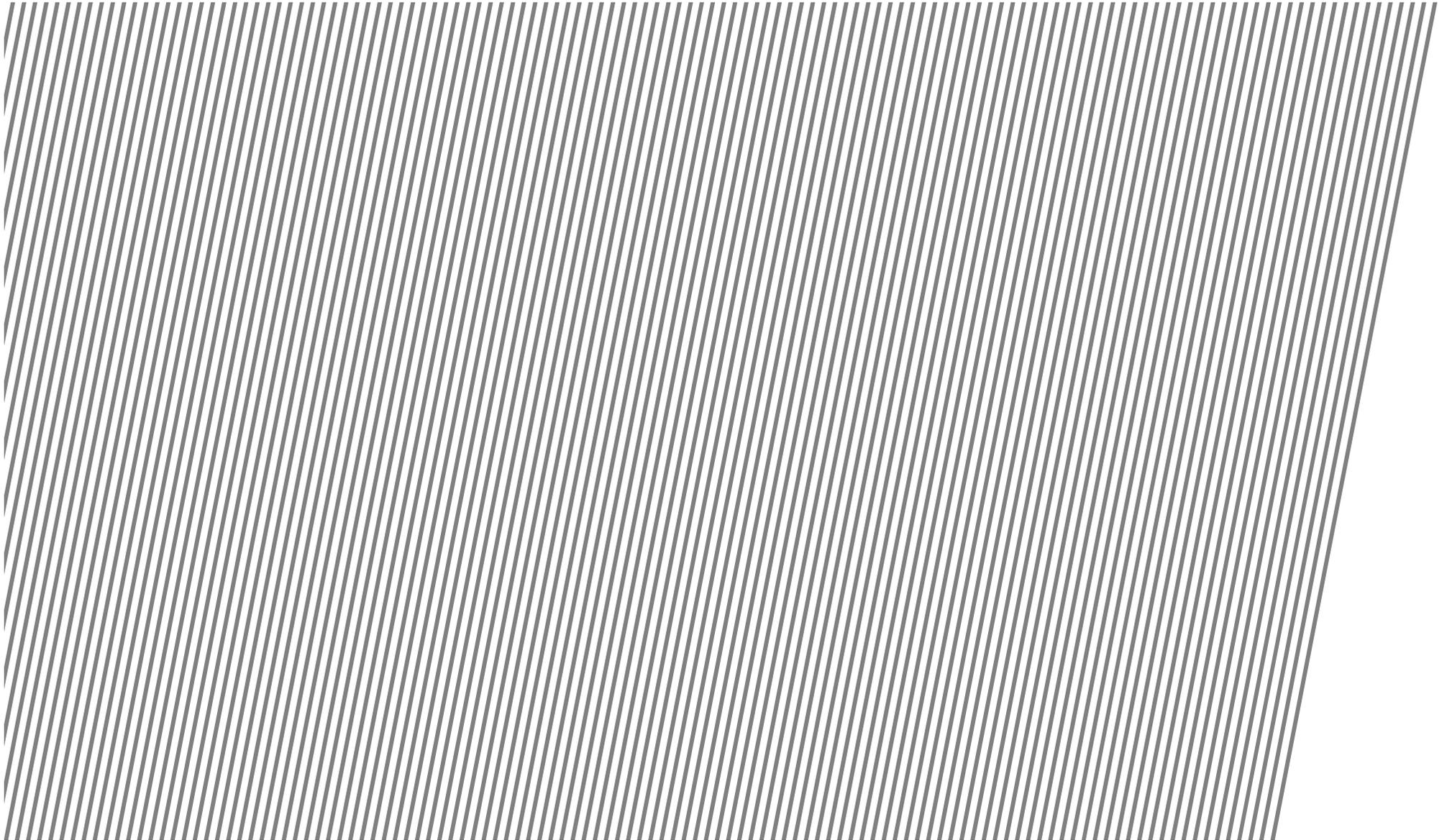
Thèmes majeurs en 2013 : Compliance, fonds propres et transparence fiscale

«Quels sont les trois thèmes les plus importants pour votre établissement ces 6 à 12 prochains mois ?»



- ▶ En 2013 également, les banques seront confrontées à un très grand nombre de thématiques. Compliance, planification des fonds propres et mise en œuvre de la transparence fiscale (FATCA, impôts compensatoires) sont les thèmes majeurs les plus souvent évoqués par les banques interrogées.

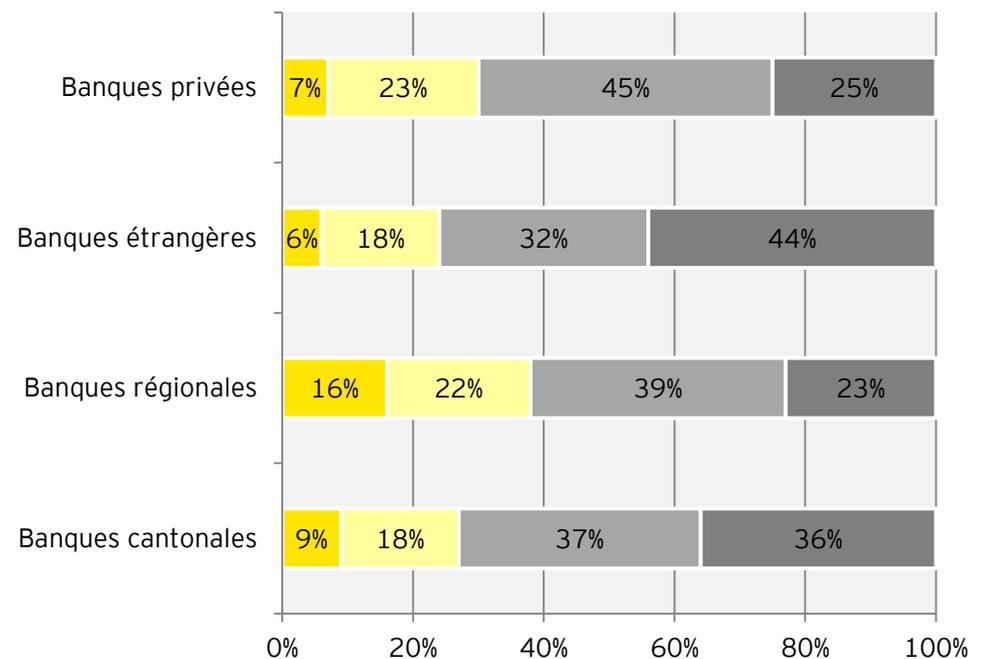
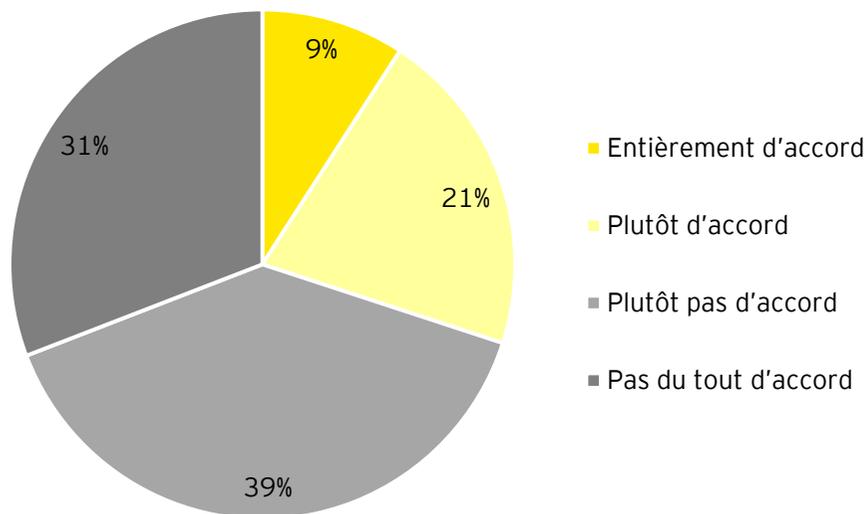
Perspectives 2020



Banking 2020 - Pratiquement pas de concurrence extérieure au secteur attendue

« Comment voyez-vous l'activité bancaire en 2020 ? Quelle est votre position par rapport aux affirmations suivantes ? »

Des concurrents externes à la branche (IT, téléphonie mobile, Internet) menacent la position des banques sur le marché.

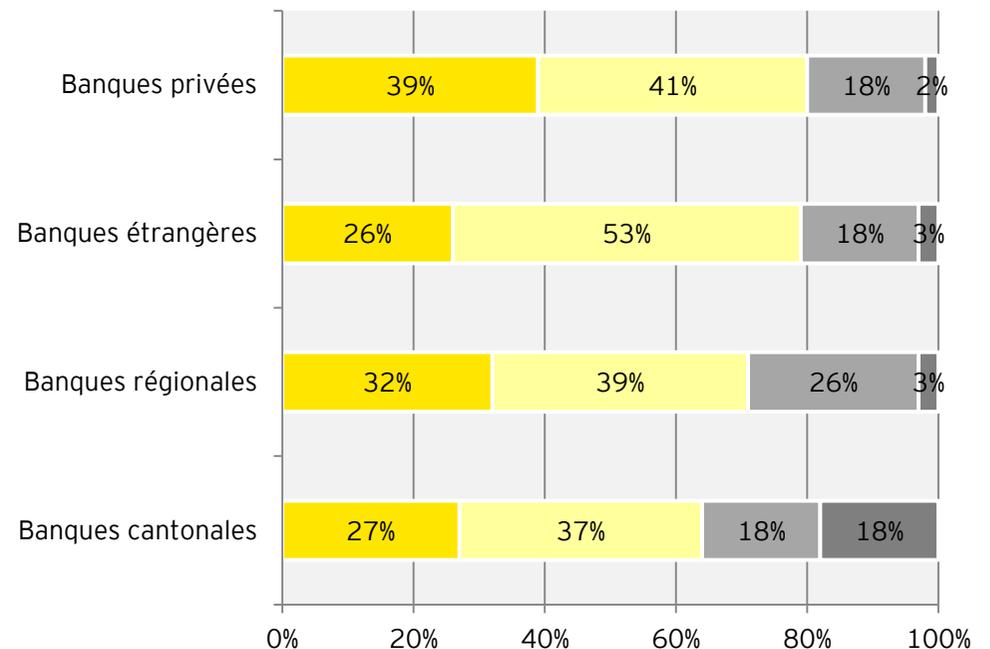
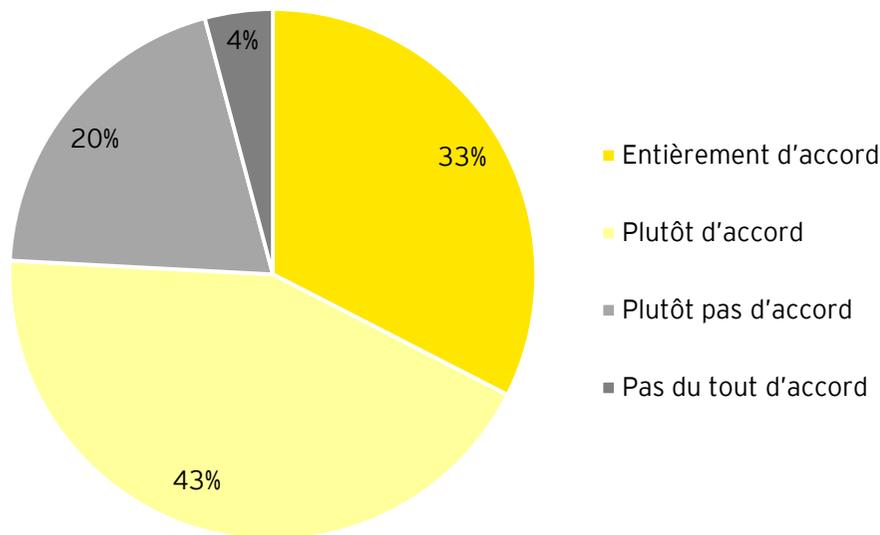


- ▶ Les banques se sentent manifestement sûres de leur position sur le marché. Une majorité claire de 70 % des établissements interrogés ne prévoit pas d'être menacée par des concurrents extérieurs au secteur.
- ▶ Les représentants des banques régionales affichent le taux d'approbation le plus élevé à propos de la thèse de la menace par des concurrents extérieurs au secteur.

Banking 2020 - Réduction prévue du nombre de filiales bancaires

« Comment voyez-vous l'activité bancaire en 2020 ? Quelle est votre position par rapport aux affirmations suivantes ? »

Le nombre de filiales bancaires diminuera fortement.

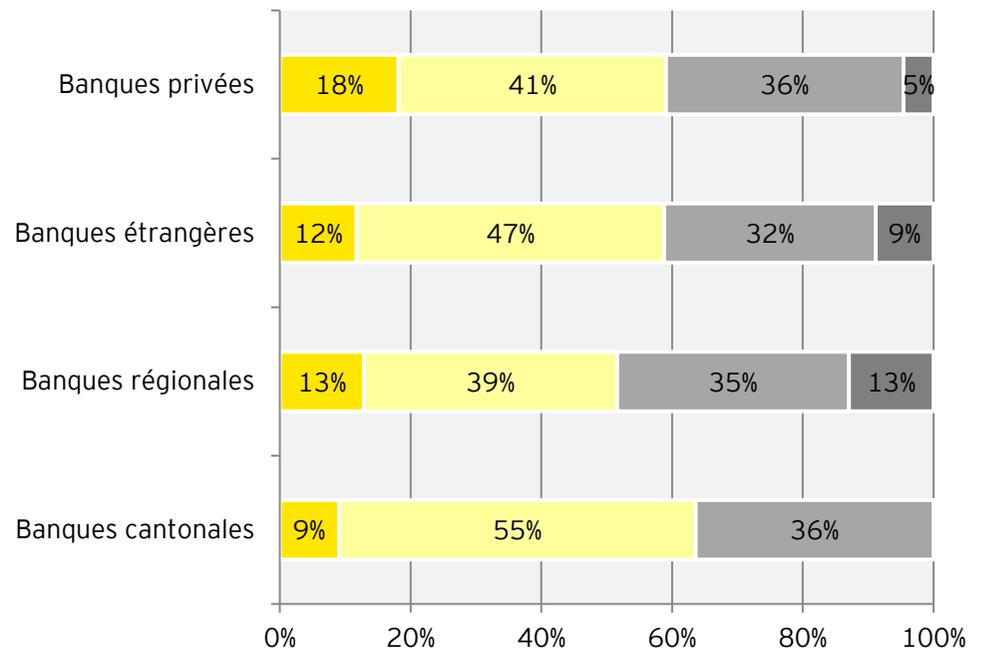
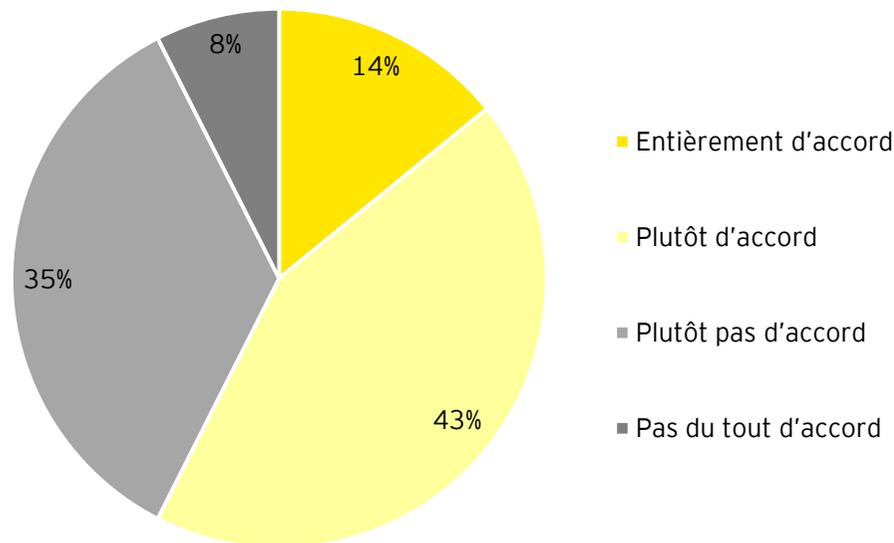


- ▶ La numérisation croissante des services va également avoir un impact sur l'activité bancaire. Une grande majorité (76 %) des banques interrogées estime que le nombre de filiales bancaires va diminuer à long terme.
- ▶ Conformément aux attentes, le taux d'approbation de cette thèse est plus faible pour les banques régionales et cantonales opérant plutôt au plan local ou régional.

Banking 2020 - Crainte de voir baisser la fidélité des clients

« Comment voyez-vous l'activité bancaire en 2020 ? Quelle est votre position par rapport aux affirmations suivantes ? »

La loyauté des clients bancaires diminuera fortement.

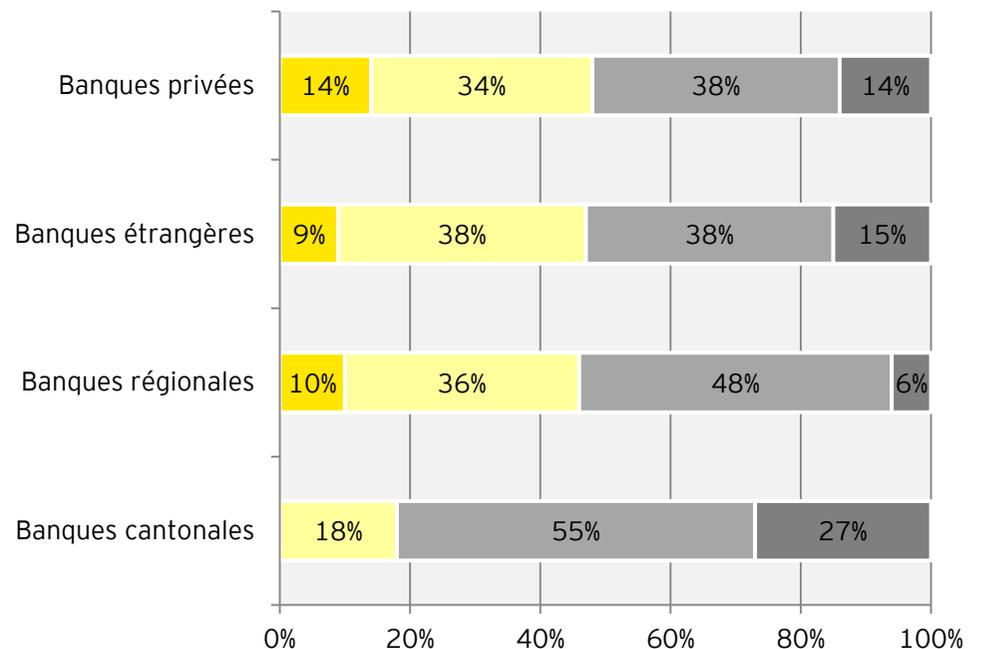
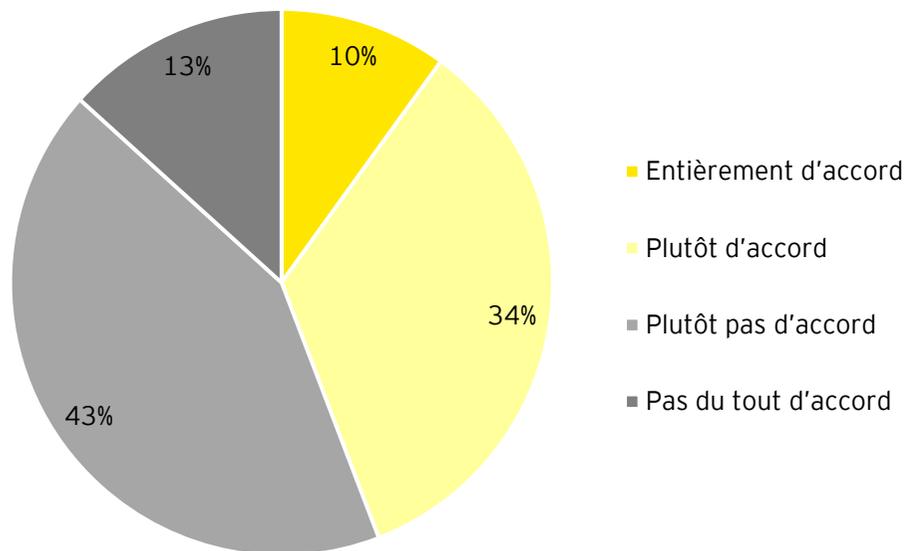


- ▶ Une majorité de 57 % des établissements interrogés considèrent que le comportement des clients va continuer à évoluer et que la fidélité des clients à « leur » banque va baisser à l'avenir.
- ▶ Il est intéressant de constater que les représentants des banques cantonales sont les plus nombreux à adhérer à cette thèse (64 %).

Banking 2020 - Pratiquement pas de baisse des prix des services bancaires

« Comment voyez-vous l'activité bancaire en 2020 ? Quelle est votre position par rapport aux affirmations suivantes ? »

Les prix des prestations bancaires diminueront.

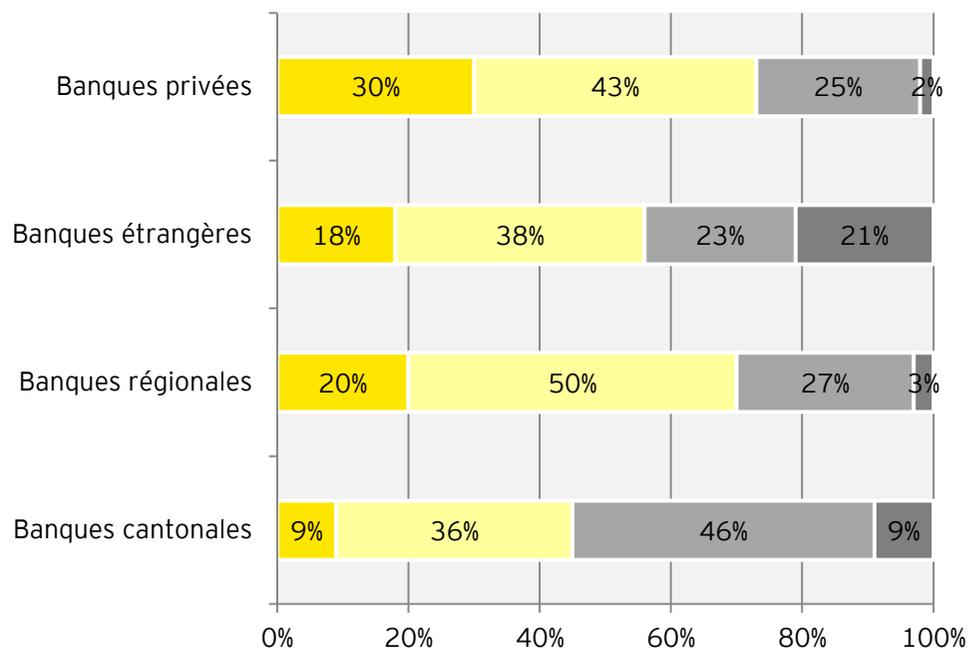
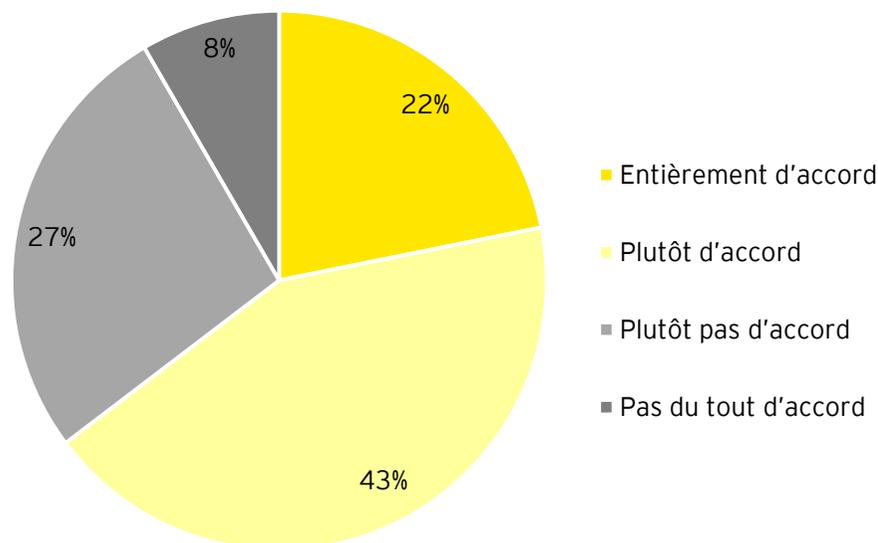


- ▶ Une majorité de 56 % ne pense pas que les tarifs des services bancaires sont appelés à baisser.
- ▶ Pour les banques cantonales, seule une faible minorité (18 %) prévoit une baisse des prix des services bancaires - pour les autres types de banques, ce chiffre atteint environ 45 %.

Banking 2020 - L'industrialisation est une nécessité

« Comment voyez-vous l'activité bancaire en 2020 ? Quelle est votre position par rapport aux affirmations suivantes ? »

L'industrialisation ainsi que le sourcing de processus commerciaux augmentera fortement.

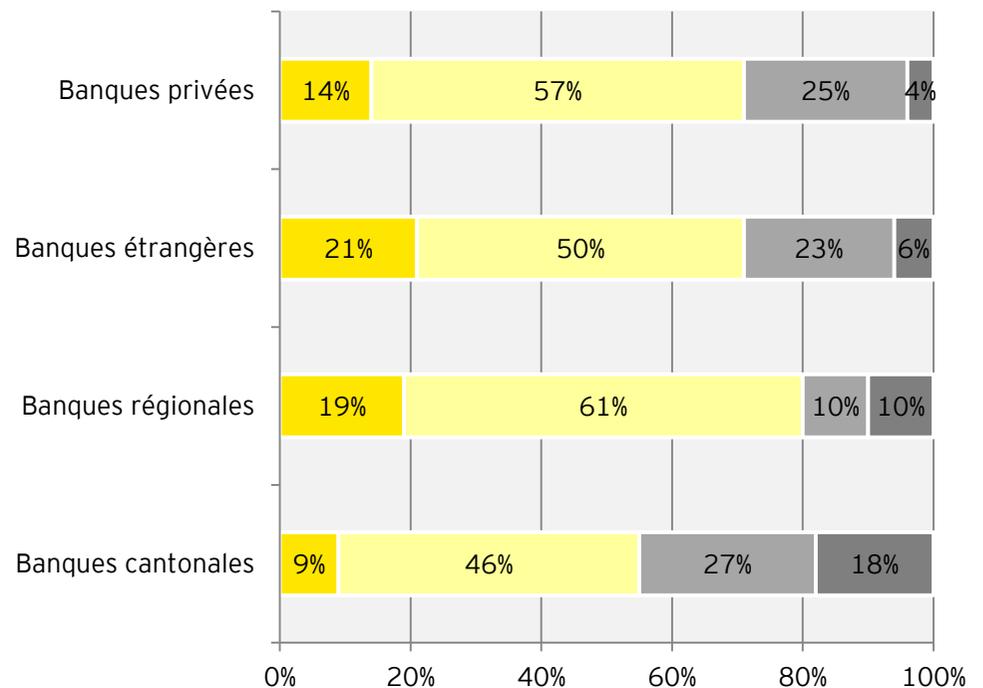
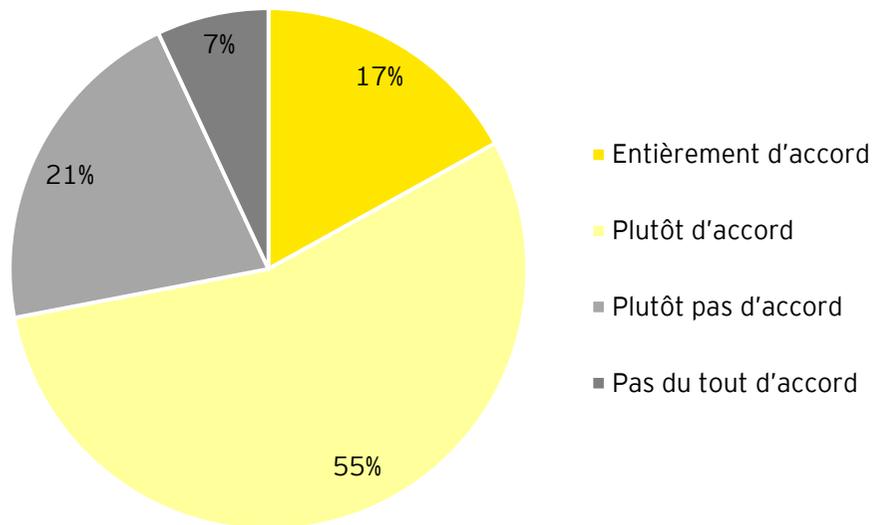


- ▶ Une majorité de 65 % est d'avis que l'industrialisation et le sourcing de processus commerciaux est une nécessité dans le secteur bancaire et progresseront nettement en 2020.
- ▶ Les banques régionales et les banques privées en particulier identifient ce besoin, alors que les représentants interrogés des banques cantonales sont majoritaires à ne pas prévoir le renforcement de cette tendance.

Banking 2020 - Adaptation des systèmes de rémunération et d'incitation

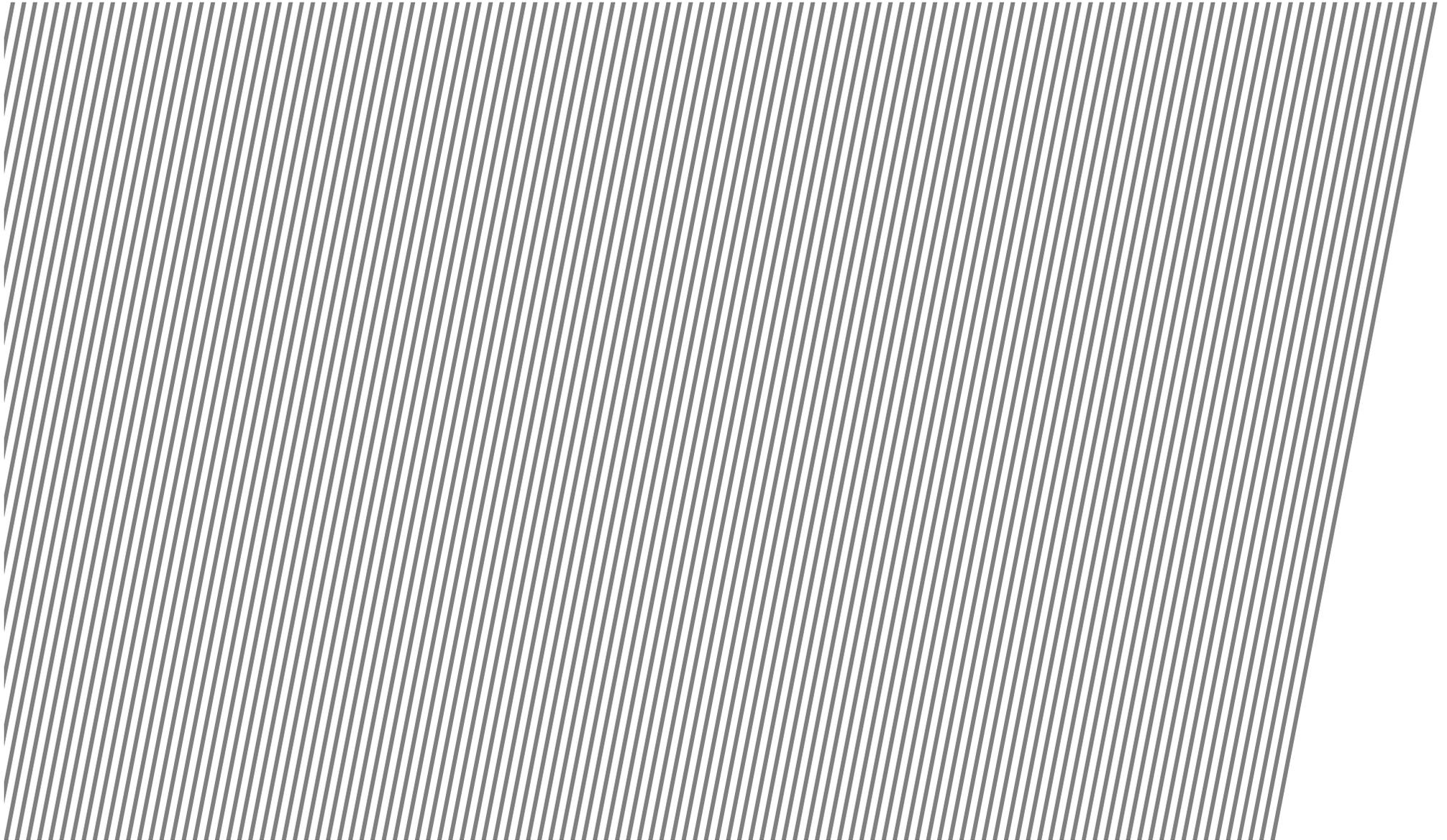
« Comment voyez-vous l'activité bancaire en 2020 ? Quelle est votre position par rapport aux affirmations suivantes ? »

Les systèmes de rémunération et d'incitation dans le secteur bancaire seront remaniés en profondeur et réduits.



- ▶ Une forte majorité de 72 % des banques interrogées estiment qu'une refonte en profondeur et une réduction des systèmes de rémunération et d'incitation interviendront dans le secteur bancaire.
- ▶ Les banques régionales et les banques privées affichent les taux d'approbation les plus élevés pour cette thèse.

Messages clés



Messages clés (1/2)

- ▶ **Une évaluation de l'avenir toujours plutôt positive**

2012 a été une année difficile pour les banques suisses, jalonnée de nombreux revers (Wegelin, accord sur l'impôt compensatoire, Etats-Unis, scandale du Libor, etc.). En dépit de ce contexte peu favorable, les banques continuent cependant à évaluer la marche opérationnelle de leurs affaires comme plutôt positive et restent relativement confiantes, même par rapport à l'avenir à moyen terme. La grande majorité des banques interrogées prévoient certes des rémunérations en baisse pour les collaborateurs et les actionnaires, mais pas de réductions de personnel massives dans les prochains mois.

- ▶ **Enfin renforcées par la crise financière**

Une grande majorité de 75 % des établissements interrogés considèrent même qu'ils sortent plutôt renforcés de la crise financière, et en particulier les banques cantonales.

- ▶ **Davantage de pression pour le Private Banking**

Le recul des marges en raison de la baisse de revenus et la hausse constante des coûts du fait des nouvelles exigences réglementaires accroissent sensiblement la pression sur le Private Banking. En outre, ce secteur reste concerné par des problèmes toujours non résolus. Toutes les catégories de banques considèrent que c'est de loin le Private Banking qui est actuellement soumis à la plus forte pression concurrentielle. Cette pression s'est nettement accrue par rapport à l'année dernière.

- ▶ **Le rejet de l'accord fiscal avec l'Allemagne n'est pas une catastrophe**

Les avis des banques diffèrent généralement fortement à propos des évolutions actuelles en relation avec les thèmes du secret bancaire et de l'impôt compensatoire. Mais les établissements bancaires ne considèrent pas le rejet de l'accord fiscal avec l'Allemagne comme dramatique. Au contraire, une majorité significative de 72 % des banques interrogées entrevoit même des conséquences plutôt positives dans cet échec. Cette évaluation se fonde en particulier sur la disparition à court terme des frais de mise en oeuvre et sur la baisse attendue des sorties de capitaux. Elle vaut surtout pour les banques privées de petite et de moyenne taille ainsi que pour les banques actives principalement au plan national.

Messages clés (2/2)

- ▶ **Bulle immobilière – politique plus restrictive d'octroi des crédits**

Une majorité croissante d'établissements interrogés est d'avis qu'une bulle est en train de se former sur le marché immobilier et que cette tendance s'est nettement renforcée au cours des derniers mois. En outre, les banques confirment la pratique d'octroi des crédits sur la base de l'« exception-to-policy ». Dans ce contexte, elles prévoient une politique plutôt plus restrictive en matière d'octroi des crédits. Les établissements interrogés prévoient cependant le maintien de la politique de corrections de valeur et un besoin relativement inchangé de corrections de valeurs pour les 6 à 12 prochains mois.

- ▶ **Transparence accrue des systèmes de rémunération**

L'arrêt du Tribunal fédéral relatif aux rétrocessions et aux commissions de portefeuille aura des conséquences durables sur l'industrie financière. La majorité des banques interrogées considèrent que le secteur bancaire sera confronté à des demandes de remboursement. Il en résultera également des modifications des mécanismes de rémunération ainsi qu'une transparence accrue. Il ne faut cependant pas croire que cela entraînera une réduction significative des coûts des prestations fournies. En revanche, les formes connues d'indemnités de distribution devraient disparaître.

- ▶ **Situation difficile sur les marchés financiers – compliance, fonds propres et transparence fiscale seront les thèmes majeurs de 2013**

Les conséquences de la crise financière continueront à occuper les banques en 2013. Les établissements s'attendent à voir perdurer les difficultés sur les marchés financiers. La «Compliance» restera l'un des thèmes centraux pour l'année à venir, et en particulier la mise en œuvre des exigences réglementaires, surtout dans le domaine Investment Suitability. Les autres thématiques principales sont la planification des fonds propres et la transparence fiscale.

- ▶ **Banking 2020 – les défis sont nombreux**

Le secteur bancaire estime être confronté à des défis fondamentaux qui obligeront les banques à procéder à des adaptations et à des changements durables. Pour les prochaines années, les banques s'attendent à de nouvelles réglementations ayant des implications sur les coûts. Dès lors, elles seront amenées à poursuivre l'industrialisation de leurs processus. Par ailleurs, les banques prévoient aussi une consolidation de la branche qui impliquera probablement une réduction du nombre de filiales bancaires.